

# LA FORGE

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

Mensuel n°649 - Avril 2023

Prochaine parution : Mardi 10 mai 2023

2€

## 64 ans c'est Non Retrait de la réforme



**CAPITALISME  
BROYEUR DE VIES  
2 ANS DE PLUS  
C'EST NON !**

**PARTI COMMUNISTE  
DES OUVRIERS DE FRANCE**  pcof.net

Non aux méga-bassines ..... p. 6  
Echos des mobilisations suite au 49.3 ..... p 9 à 12

*"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"*

# Quelques enseignements du mois de mars

**A**u moment d'écrire, nous sommes à quelques jours du rendez-vous du 6 avril, qui fera suite à la rencontre entre l'intersyndicale au complet et la première ministre, E. Borne. Le 6 sera encore important, car le refus des ouvriers et du peuple de cette réforme est intacte. La brutalité du 49.3, et de tout ce qui a précédé, les matraquages policiers, qui ciblent particulièrement les jeunes, mais pas que, l'affichage méprisant du président qui veut passer à autre chose... tout cela fait gonfler la colère et la volonté de ne pas lâcher chez les millions de travailleurs, de manifestants, de militants, de jeunes...

Nous les partageons et nous continuerons à travailler avec eux pour faire reculer le gouvernement et le patronat sur cette réforme qui renforce l'exploitation capitaliste.

Les trois semaines de mobilisations sont au cœur des articles de ce journal. Les correspondances des organismes du parti montrent leur travail dans les entreprises, dans les UL, sur les piquets, dans les manifestations. Le parti a diffusé un tract dans pratiquement chacune d'elles, à des dizaines de milliers d'exemplaires, il a distribué des milliers d'autocollants et des journaux par dizaines.

Les actions, les initiatives décidées collectivement, le fait de travailler dans l'unité avec des syndicalistes des organisations de l'intersyndicale, le brassage des expériences et le travail de solidarité avec les secteurs en grève, sont des leçons en accéléré pour tous ceux et celles qui y participent, en particulier pour ceux pour qui c'est la première expérience de lutte collective. Ce sont aussi des moments de discussions sur la société, sur le système, sur les institutions... Beaucoup ont découvert les mécanismes, comme le 49.3, qui permettent au gouvernement, sans majorité, d'imposer des réformes qui sont rejetées par la majorité mais qui répondent aux exigences des possédants, des grands patrons, de faire travailler plus, plus longtemps et de mettre la main sur des milliards des caisses de retraites. Encore plus ont fait l'expérience de la force de la solidarité, de la nécessité de s'organiser, y compris pour faire face à la répression policière. Toutes ces expériences vont servir pour les combats à venir.

L'irruption de la jeunesse, après le 49.3, a apporté une dynamique nouvelle. Elle a pesé fortement dans deux décisions du gouvernement : le report du déploiement du Service National Universel obligatoire pour tous les jeunes de 15 à 17 ans, et 500 millions pour les bourses. « On prend, mais on n'arrête pas » !

Le mouvement en France est suivi avec intérêt et sympathie au niveau international, notamment en Europe, où des manifestations de soutien ont eu lieu le 23 mars. Les partis et organisations marxistes-léninistes ont publié une déclaration, traduite en anglais, espagnol, italien, turc, en solidarité avec ce mouvement et avec notre parti. Il faut souligner qu'actuellement, dans ces pays, des grèves pour l'augmentation des salaires se développent, ce qui fait dire aux partis que la lutte de classe reprend force en Europe, à l'initiative de la classe ouvrière et des travailleurs.

Les violences policières ne se limitent pas au mouvement de grève et de manifestation contre la réforme des retraites.

Elles se sont déchaînées contre les manifestants de Ste-Soline, qui s'opposent aux bassines, à l'accaparement des ressources en eau par l'agro business. Elle dicte sa loi dans l'agriculture, dans l'élevage... et veut continuer à pouvoir polluer les sols, à produire toujours plus, pour plus de profits. Deux manifestants très grièvement blessés, des milliers de grenades tirées... ; le 30 mars, des rassemblements de protestation ont eu lieu dans de nombreuses villes. La bataille des bassines n'est pas finie, d'autant que Darmanin s'est fait fort d'empêcher toute ZAD.

La course au profit maximum est aussi ce qui motive la fuite en avant dans le nucléaire, avec des lois votées (cette fois, avec des voix de « tous les bords », ce qui montre le degré de consensus dans ce domaine) pour faciliter la construction de nouveaux réacteurs, faire taire les opposants et enchaîner toute la société dans cette technologie faussement présentée comme « propre », car décarbonée.

C'est ce qui s'est aussi passé au niveau de l'UE, où les puissants monopoles automobiles d'Allemagne ont imposé une dérogation à l'interdiction des moteurs thermiques, en faisant labelliser le carburant de synthèse qu'ils produisent à coups de milliards et d'énormes quantités d'électricité renouvelable. Le lobby militaro-industriel est boosté par les commandes en armes et en munitions, au niveau national et européen, en partie pour alimenter la guerre en Ukraine. Dans notre pays, comme dans beaucoup d'autres, il n'est question que de mise en place d'une « économie de guerre » qui doit se réaliser à une cadence élevée, notamment dans les bassins industriels à vocation militaire, comme celui de Bourges.

La guerre inter-impérialiste continue à ravager l'Ukraine. Elle oppose l'impérialisme russe, qui bat le rappel de ses alliés, aux puissances impérialistes membres de l'Otan, derrière l'impérialisme US, qui arment l'armée ukrainienne. Les dirigeants chinois se sont rendus à Moscou pour apporter le soutien de l'impérialisme chinois à son allié russe en difficulté. La guerre d'Ukraine s'inscrit un peu plus dans la confrontation USA-Chine.

Nous en tirons plusieurs conclusions :

D'une part, il faut continuer à dénoncer cette guerre et travailler à rassembler les forces qui sont favorables à l'arrêt des combats, à un cessez-le-feu, à l'arrêt des livraisons d'armes...

D'autre part, il faut exiger plus fort la sortie de la France de l'Otan et la dissolution de cette alliance politico-militaire aux mains de l'impérialisme US. Il faut faire grandir la dénonciation de la militarisation, les 413 milliards de la loi de programmation militaire (LPM), et continuer à exiger la suppression du SNU. ★

## Abonnement à La Forge

### Tarifs pour la France

Version électronique (pdf): 26 € Pli ouvert (version papier) : 28 €  
Pli fermé : 35 € Abonnement avec soutien : 40 €

Chèque à l'ordre de : **Société En Avant**  
15 cité Popincourt - 75011 Paris



# Ce que la mobilisation ouvrière et populaire a déjà mis en lumière

Dans la situation politique et sociale, c'est la mobilisation des travailleurs et des masses populaires contre la réforme de la retraite qui est et reste l'élément dynamique. Elle dure depuis plus de deux mois. Macron, en tant que représentant des intérêts de la classe dominante, essaie de « tourner la page », d'enjamber le puissant mouvement de contestation qui ne lâche pas sur les exigences qui lui donnent sa force, sa détermination et qui ont imposé l'unité au niveau des forces syndicales. Cela se cristallise autour du refus des 64 ans (90 % des salariés y sont opposés), de la poursuite de grèves et des actions collectives de terrains ; autour des manifestations appelées par l'intersyndicale, qui restent importantes sur le plan du nombre de participants, sur l'ensemble du pays, notamment dans les régions.

## Plusieurs éléments sont venus s'ajouter à cette dynamique

Le premier est lié à la dénonciation des moyens et méthodes antidémocratiques utilisés par Macron et Borne, pour « faire passer la loi » votée, aujourd'hui, est formellement votée. La réaction forte et largement spontanée à l'utilisation du 49.3 a mis dans la rue des dizaines de milliers de manifestants, la nuit, dans de nombreuses villes. Ce qui a été appelé « le déni de démocratie » est venu s'ajouter à la contestation sociale. Le deuxième élément est lié à la répression policière des manifestations avec, dans un premier temps, la dénonciation des brigades motorisées - BRAVM - responsables de très nombreuses violences contre les manifestants. La répression policière est devenue « la réponse » du gouvernement au mouvement de contestation

sociale, qui renvoie aussi aux mois de violences policières qui se sont acharnées sur les « gilets jaunes », faisant des dizaines de blessés graves, mutilés à vie.

Le troisième, c'est l'irruption de la jeunesse dans le mouvement général. L'autoritarisme du gouvernement, le mépris de classe et la répression policière ont mis les jeunes dans la rue. Ils se sentent solidaires de la mobilisation des ouvriers, des travailleurs, des masses populaires, car ce sont leurs parents et même leurs grands-parents qui sont touchés par le rallongement à 64 ans de la retraite. D'autre part, ils sont également très révoltés par leur propre situation matérielle qui s'est dégradée à grande vitesse, notamment depuis les ravages matériels et psychiques de la période Covid : les étudiants.es ont faim, n'ont pas de quoi se loger, Parcoursup sévit et sélectionne toujours plus, et la réforme de l'enseignement professionnel prévoit de mettre la formation aux mains des entreprises, en fait de la « chair à patrons ».

Enfin, il y a la grande détermination des travailleurs, notamment celle des secteurs qui se sont mis en grève et qui tiennent depuis des semaines, dans le secteur de l'énergie (Edf, Enedis, RTE, raffineries), des transports (Sncf), du traitement des déchets. Certains secteurs ont arrêté la grève reconductible, mais souvent, quand un dépôt est investi par la police, il est réoccupé dès qu'elle est partie.

Ce sont des dizaines de milliers de militants qui sont mobilisés depuis des semaines, soutenus par des centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, qui participent aux actions de blocages, qui collectent aussi de l'argent pour les aider à tenir, qui relaient les grèves et les actions, notamment sur les réseaux sociaux. Et qui participent activement aux

journées de grève et de manifestations.

Ce sont également des milliers de jeunes qui s'engagent dans le combat social, aux côtés des travailleurs, et qui élargissent leur critique à toute cette société qu'ils rejettent ; celle de la répression policière, celle des injustices sociales, des discriminations, du saccage de la planète...

## La politique de Macron au service exclusif des possédants

Face à cela, Macron n'a jamais cherché à « apaiser » la colère des millions de manifestants. Il ne veut pas donner l'impression de céder sous la pression des syndicats, de la « foule ». Quand il fixe comme priorité à Borne « d'élargir la majorité », c'est pour signifier que, pour lui, la page de cette réforme honnie est tournée. C'est bien sûr à droite qu'elle est chargée de prospecter. Mais l'essentiel pour lui, c'est de gagner du temps, de jouer sur les difficultés à prolonger les grèves, et de criminaliser la contestation sociale, assimilée à de l'agitation de « l'ultra gauchisme », à coups de matraques, de grenades et d'arrestations. L'expérience montre aussi que le Conseil constitutionnel est avant tout un organe politique au service des politiques néolibérales : il y aura certainement retoquage de la loi sur certains points, mais il est peu probable qu'elle soit déclarée anticonstitutionnelle.

Borne est chargée de mener des concertations tous azimuts, en premier lieu avec l'intersyndicale. Macron essaie de désamorcer la colère de la jeunesse en faisant savoir qu'un budget de 500 millions allait être accordé pour la revalorisation des bourses et que la généralisation du SNU obligatoire n'était plus à l'ordre du jour.

Macron est un néolibéral déterminé, qui veut continuer à mettre en œuvre la politique de défense exclusive des intérêts de l'oligarchie. C'est pourquoi il veut à tout prix préserver et pousser à l'augmentation des profits des grands groupes qui dominent l'économie. Il veut leur permettre de surexploiter la force de travail et consacrer le maximum de moyens, notamment financiers, aux secteurs où la concurrence internationale fait rage.

C'est ce qui explique son obstination à imposer deux années de plus de travail, à « remettre au travail les seniors qui sont au RSA », à faire « passer le bac » Blanquer, inégalitaire et à faire passer, certes « plus tard », mais sans l'abandonner, la réforme de la filière professionnelle, à la main du patronat ; à chercher à « orienter » la main-d'œuvre vers des filières essentielles pour l'économie capitaliste, comme aujourd'hui l'armement. Il veut préserver le Capital de toute « contribution ».

Nous sommes dans une phase aiguë de confrontation de classe qui va au-delà de la réforme des retraites. Dans cette confrontation, c'est la classe ouvrière qui s'est mobilisée de façon massive, les autres catégories de travailleurs, du public et du privé, ont rejoint ce combat, et cette dynamique de grèves et de manifestations a entraîné une partie importante de la jeunesse. Les mobilisations massives ont redonné un sens à la notion de peuple - « nous sommes le peuple » - et ont porté à un niveau très élevé la dénonciation des institutions de la république bourgeoise, comme un instrument aux mains des possédants, contre le peuple.

C'est ce que traduisent les références à la nécessité de la « révolution » sur les panneaux et les banderoles dans les manifestations : c'est bien la conscience de cette nécessité qu'il faut travailler à faire grandir. ★

## Qui est cette droite qui a voté la motion de censure ?

La motion de censure déposée par le groupe des indépendants (LIOT) après l'utilisation du 49.3 par le gouvernement pour faire passer en force sa réforme des retraites, a été rejetée à 9 voix près, lundi 20 mars. Outre ce que ce résultat montre de l'isolement du gouvernement, il n'est pas inintéressant de regarder de plus près qui a voté cette motion de censure : la totalité des élus RN, ceux de la NUPES (LFI, PS, EELV), 18 députés GDR, 18 députés Liot et 4 non inscrits. Mais 19 députés Les Républicains s'y sont ajoutés. Sur un groupe LR de 61, un tiers donc était

prêt à prendre le risque de faire tomber le gouvernement. Risque calculé, sans doute, mais significatif du positionnement d'une partie de la droite. Dans ces 19 voix LR, on trouve Aurélien Pradié, député du Lot, très présent dans les médias ces derniers temps. Ce jeune député, un peu atypique, se revendique d'un gaullisme social. Proche de Xavier Bertrand, il se revendique comme représentant de l'aile sociale des Républicains en s'engageant en particulier sur des thématiques sociales comme la pauvreté, le handicap ou les violences faites aux femmes. Candidat à l'élection en

2022 du président des Républicains face à Éric Ciotti et Bruno Retailleau, il est éliminé au premier tour. Devenu vice-président de LR dans la foulée, il est rapidement écarté de ce poste par Éric Ciotti en raison de son opposition au projet de réforme des retraites.

Mais, parmi les votants de la motion de censure, il y a aussi et surtout les proches de Laurent Wauquiez. Car si ce dernier ne parle pas, ou très peu, cela n'empêche pas ses lieutenants d'agir. Suppléant de la député LR Isabelle Valentin, il ne fait aucun doute qu'il pilote, à travers elle, les

19 députés LR élus de la Région Rhône-Alpes. Farouche adversaire de Macron, il est le représentant d'une droite dure, radicale, pas si éloigné du courant identitaire et de la théorie du « grand remplacement ». Alors président des LR, il accueillait Zemmour au siège du parti en janvier 2019 par ces mots : « Eric, tu es ici chez toi ». Il ne cache pas ses ambitions : « en 2027, ça sera moi ou Le Pen ».

Dans le vote de l'autre motion de censure présentée par le RN, on trouve d'ailleurs 3 députés LR dont un de ses proches, le député de la Moselle, F. di Filippo. ★

# Les « possibilités » multiples – et pour certaines inconnues – de la Constitution

Lors de l'examen au parlement de la proposition de loi du gouvernement de réforme des retraites, ceux qui suivent l'actualité politique, et notamment ceux qui, mobilisés contre cette réforme, étaient particulièrement attentifs à l'évolution de la situation, ont découvert les « ressources inépuisables » qu'offraient au gouvernement les différents articles de la constitution de la Ve République. Tout d'abord, nous avons appris que le gouvernement pouvait raccourcir le délai d'examen d'une proposition de loi en l'incluant dans la loi de finance rectificative du budget de la sécurité sociale. Il s'agit de l'article 44 qui stipule que « Si l'Assemblée Nationale ne s'est pas prononcée en première lecture dans le délai de quarante jours après le dépôt d'un projet, le Gouvernement saisit le Sénat qui doit statuer dans un délai de quinze jours ». C'est donc ce qui s'est passé quand, après le dépôt de milliers d'amendement et l'application par la FI d'une tactique d'obstruction systématique, les débats se sont clos alors que l'article 7 sur le passage aux 64 ans de l'âge légal de la retraite n'avait pas encore été examiné. Débutés jeudi 2 mars dans l'hémicycle

du Sénat, comme à l'Assemblée nationale, les débats ont été contraints dans le temps ; ils devaient s'achever dimanche 12 mars à minuit, que le texte dans son ensemble ait été voté ou non. Comme la droite, majoritaire au Sénat, était favorable au texte du gouvernement, elle souhaitait que le texte soit voté dans le délai imparti. Devant l'obstruction des sénateurs PS et PCF opposés à la réforme, elle a utilisé, par l'entremise de Larcher, président LR du Sénat, l'article 38 de son règlement intérieur. Cet article, aussi appelé « clôture », permet d'abroger un amendement, un article, voire l'ensemble du texte, à partir du moment où deux orateurs d'avis contraire sont intervenus en hémicycle pour défendre leur point de vue. En cas d'éventuel blocage, le président du Sénat peut alors proposer « la clôture » qui doit ensuite être adoptée à main levée par les sénateurs.

Mais il semble que cela n'ait pas suffi au gouvernement, pressé d'en finir. Il a donc utilisé un autre article de la Constitution pour lui permettre d'accélérer les débats et limiter les amendements. Olivier Dussopt, ministre du Travail, a déclenché l'utilisation

de l'article 44, alinéa 2 puis alinéa 3, pour accélérer et clore les débats au Sénat. Le recours à cet outil constitutionnel permet au gouvernement de contraindre une assemblée à un vote unique, sur un article de loi ou la totalité d'un texte, en ne retenant que les amendements qu'il souhaite voir adopter.

De retour à l'Assemblée nationale, le gouvernement n'étant pas absolument sûr d'obtenir la majorité sur son texte, – malgré les multiples concessions et tractations avec les LR – la Première ministre Borne a utilisé l'article 49.3 de la Constitution qui donne la possibilité au Premier ministre – après délibération du Conseil des ministres – de suspendre les discussions d'un projet de loi en séance publique à l'Assemblée nationale. Le texte est alors adopté, sans passer par un vote... à condition qu'une motion de censure ne soit pas adoptée dans les jours qui suivent. Si celle-ci l'est, le texte est alors rejeté et le gouvernement renversé !

Cette disposition de la constitution, plus connu des citoyens, ne serait-ce parce que l'actuel gouvernement Borne l'a déjà utilisé dix fois depuis juillet 2022 (un record si l'on

remonte à 1988) a pourtant soulevé, cette onzième fois, une vague d'indignation. La colère est montée d'un cran chez les opposants à la réforme en grève et en manifestation depuis des semaines. Quel mépris pour les ouvriers et les masses populaires qui refusent massivement de travailler deux ans de plus. Agir ainsi, c'est gouverner contre son peuple comme le dénonçaient sur des pancartes les manifestants dans la rue le 23 mars dernier. Et ce coup de force est autrement plus violent que des poubelles brûlées !

En examinant de plus près les différentes dispositions « légales » qu'offre la constitution de la Ve République, dont plusieurs ont été utilisées pour faire passer coûte que coûte cette contre-réforme, nombreux sont ceux qui s'interrogent aujourd'hui sur le caractère de cette démocratie qui permet au gouvernement de limiter drastiquement le rôle du parlement. Une constitution voulue par la bourgeoisie pour assurer la stabilité des gouvernements bourgeois successifs et leur permettre de faire passer les réformes dont elle a besoin pour la défense de ses intérêts. ★

## Ce qu'expriment ces puissantes mobilisations

Il n'est pas encore temps de tirer les leçons d'un mouvement qui continue, mais nous pouvons déjà faire ressortir des éléments d'analyse tirés des différentes mobilisations auxquelles nous avons participé. Elles alimentent depuis des semaines les pages de notre journal et de notre site.

### Petit florilège de slogans, textes vus dans les manifestations

« Tu nous mets 64, on te MAI 68 »  
« L'eau bout à 100°, le peuple à 49.3 »

« Violences institutionnelles, violences insurrectionnelles »

« Qui sème la misère, récolte la colère »

« Quand c'est non, c'est non ! »

« Prends l'argent aux milliardaires, pas à nos grands-mères »

« Le fait que les pauvres puissent avoir des loisirs a toujours révolté les riches »

« Si la réforme passe en force, le peuple aussi »

« En grève, à plein régime »

« Louis XVI a été décapité, on peut recommencer »

« Nous sommes la foule, ET le peuple » (référence au discours de Macron)

« Ton grand père, c'est mon stagiaire »

« Prof au bout du rouleau, 2 ans de + c'est Non »

« La Commune reFEUirira »

« Quand tout le monde sera en garde à vue, qui cotisera ? »

« Une garde à vue, peut-être, mais jamais au garde à vous »

« Président des français, pas des Marchés »

« Sur les pavés, la rage »

« L'obéissance ou l'émeute, mon choix est fait »

« On ne battra pas en retraite », « Nous ne lâcherons rien » « 49.3 ou pas, on n'en veut pas »

« Ce que fait le gouvernement, les travailleurs peuvent le défaire par la grève »

« Augmenter les salaires, pas l'âge de la retraite »

« Les jeunes dans la galère, les femmes dans le précaire, les vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas, et on la combat ».

Ces quelques slogans, ces cris brandis sur des morceaux de cartons, sont une des caractéristiques de ces mobilisations, comme les palettes en feu, bloquant les routes et ronds-points des zones industrielles et commerciales, les manifestations sauvages qui partent des facs et qui vont soutenir les piquets de grève des centres de traitements des déchets, ou les sacs et les poubelles qui débordent et qui brûlent... Ce

qui ressort en premier, c'est le caractère massif des manifestations, compactes, où les cortèges syndicaux sont hérissés de drapeaux. Ce sont ces cortèges, siglés, qui montrent la force de l'organisation, auxquels il faut ajouter le très grand nombre de manifestants sans signes particuliers, sauf parfois une pancarte, qui défilent devant, entre, et même dans les cortèges syndicaux. Cela a été dit depuis le premier jour des manifestations, les ouvriers et les ouvrières sont sorti.e.s en masse : ça c'est vu dans toutes les villes, grandes et moyennes, où il y a encore des entreprises. Car ce sont bien les ouvriers et les ouvrières, jeunes et moins jeunes, qui subissent en premier, dans leur chair, dans leur vie, le rallongement des années de travail, jusqu'à la retraite. C'est ce que les jeunes qui ont participé aux premières manifestations ont exprimé, en parlant de leurs parents qui ne pourront pas travailler plus. C'est cela qui a donné un caractère de classe à de nombreuses manifestations et, bien sûr, aux grèves qui se sont menées.

**Il ne faut pas oublier que cette mobilisation ouvrière ne date pas de janvier : elle s'est déjà manifestée depuis des mois, dans les luttes pour l'augmentation des salaires.** Ces luttes sont restées « isolées » les unes des autres,

dans le sens qu'elles se sont menées entreprise par entreprise, avec des mouvements coordonnés dans les groupes. Il y avait des actions de solidarité, des coups de mains donnés aux grévistes par les militants des UL ou de la branche. Il y avait des journées nationales, où on voyait déjà que le potentiel de mobilisation était grand. Avec la contre-réforme des retraites, avec le « non aux 64 ans », c'est l'expression collective, de toutes et tous ensemble qui s'est exprimée dans la rue, mais aussi dans la grève.

**La dimension populaire,** c'est la participation à ces manifestations de toutes les catégories de travailleurs, employés des services publics (santé, enseignement, bibliothèques...), cadres, professions libérales, le milieu de la culture, jeunes lycéens et étudiants, militants d'associations de tous types qui défendent des revendications sociales, en matière de luttes contre les discriminations... avec un grand nombre de « primo manifestants ». Elle a pris de l'ampleur en réponse au 49.3.

La contestation de Macron s'est prolongée par celle de toute la société et a aussi ciblé le « système » capitaliste. Le mot de « révolution » est revenu sur des panneaux et des banderoles. Le succès de notre autocollant est aussi lié à une conscience politique qui a grandi. ★



## Projet de loi Darmanin contre les migrants

# Entier ou « saucissonné », c'est « non » !

Le projet de loi « Pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration » (sic !) qui devait être examiné en séance publique le 28 mars au Sénat, a été reporté sine die. Dans son allocution du mercredi 22 mars, Macron a laissé entendre que ce projet de loi serait probablement « simplifié » et que son contenu pourrait faire l'objet de plusieurs projets de lois. Macron entend ainsi éviter un nouveau front de contestation face à un projet controversé au moment où son gouvernement est isolé et peine à trouver une « majorité » relative. Même « durci » avec des amendements LR et RN, le gouvernement ne voulait pas prendre le risque d'un désaveu ou de devoir le faire passer en force avec un nouveau recours au 49.3. Au ministère de l'intérieur, on échafaude déjà des solutions de repli. « Gérald Darmanin a proposé d'autres vecteurs qui permettront d'avoir quand même des mesures immigration », précise-t-on au sein de l'exécutif, évoquant la possibilité de scinder le texte, avec, d'un côté, un projet de loi portant sur les « mesures consensuelles » telles que celles visant « l'accélération du traitement des demandes

d'asile », et, de l'autre, des propositions de loi sur les sujets plus controversés, comme la simplification de la régularisation des travailleurs sans papiers...dans les métiers en tension ! Ce « saucissonnage » devrait lui permettre de trouver des majorités variables et ainsi de faire passer plus facilement la majeure partie de ce énième projet de loi réactionnaire anti-migrants.

### « On reste mobilisés ! »

Mais cette annonce, loin de démobiliser, a au contraire été perçue comme un aveu de faiblesse du gouvernement, contraint de reporter son examen au Sénat de par la force du mouvement de contestation de la réforme des retraites. A l'appel de l'UCIJ (Uni.e.s contre une immigration jetable – Pour une politique migratoire d'accueil) – qui réunit quelque 250 associations, syndicats et partis politiques, dont notre Parti, et de la Marche des solidarités, les mobilisations prévues ce 25 mars ont été maintenues partout et ce malgré l'interdiction de certains préfets. Dans son appel à la mobilisa-

tion, l'UCIJ réaffirme notamment : « E. Macron s'entête et refuse d'entendre la mobilisation sociale massive contre sa loi sur les retraites. Les annonces faites en conférence de presse ce 22 mars s'inscrivent dans un contexte de forte contestation de la politique menée par le gouvernement, sur les retraites, le logement, le chômage et l'immigration et l'asile. Ces annonces ne nous trompent pas : si le projet de loi « immigration-asile » en tant que tel ne sera pas discuté à partir de mardi 28 mars au Sénat, ses dispositions sont toujours à l'ordre du jour. (...) L'objectif du gouvernement reste toujours : renforcer les mesures arbitraires et répressives contre les personnes contraintes à l'exil ». L'UCIJ s'engage à « continuer à dénoncer toutes les mesures qui seront prises contre les personnes exilées et à défendre l'accueil, la dignité et les droits de toutes celles et tous ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les dégâts environnementaux ».

Ces manifestations s'inscrivaient dans une mobilisation de plusieurs mois contre ce nouveau projet de loi visant à restreindre l'accès au droit d'asile et « à limiter et contrôler »

l'immigration qu'elle soit légale ou illégale. Car derrière la propagande sur le « déferlement » de migrants illégaux, dont l'extrême droite et une partie de la droite « républicaine » ont fait leur fonds de commerce, la politique migratoire déjà à l'œuvre c'est une multiplication d'obstacles administratifs au renouvellement des titres de séjour des travailleurs migrants et/ou de leurs conjoints. Une politique xénophobe qui ne dit pas son nom, véritable « fabrique de sans-papiers » et d'OQTF (obligation de quitter le territoire français). Après le 18 décembre, journée internationale du droit des migrants, et après les 18 février et 4 mars, ce sont donc de nouveau des milliers de personnes qui ont manifesté un peu partout en France dans une quarantaine de villes contre le projet de loi Darmanin : Paris, avec une mobilisation de quelque 5000 personnes, mais aussi Pau, Perpignan, Quimper, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Nantes, Bordeaux, Lille, Valence, Lyon, Blois, Dunkerque... Le 27 mars, une réunion nationale publique s'est tenue à la Bourse du travail de Paris et d'autres mobilisations sont d'ores et déjà prévues. ★

## Nucléaire : encore un passage en force !

Alors que l'attention d'une grande majorité du pays était occupée à la préparation de la journée de grève et de mobilisation du jeudi 23 mars, l'Assemblée nationale adoptait mardi 21 le texte de loi présenté par le gouvernement sur « l'accélération du nucléaire ». Son objectif : alléger les procédures administratives, raccourcir les délais et restreindre les recours pour pouvoir bâtir 6 nouveaux EPR pour 2035 et faire les études pour 8 de plus ! Notons que la rapporteure du texte avait été bien choisie puisque Maud Bregeon, du parti Renaissance, était encore ingénieure chez EDF en juillet dernier !

Le gouvernement avait également choisi, pour ce vote, la procédure d'urgence, rebaptisée en 2008 procédure accélérée, qui permet une seule lecture au Sénat et à l'Assemblée, réduisant ainsi la navette parlementaire entre les deux chambres. Cette procédure, prévue par la constitution de 58 (article 45, alinéa 2), permet d'y recourir en cas de « raison impérative d'intérêt public majeur ». C'est le gouvernement qui apprécie cette urgence.

C'est par 402 voix que le texte a été adopté : celles de la majorité présidentielle bien sûr, mais aussi celles

des LR, du FN, mais aussi avec des voix du PCF. Voilà donc les majorités de circonstance que le gouvernement recherche et compte bien pouvoir trouver à l'avenir à défaut de majorité absolue à l'Assemblée et d'accord avec le parti Les Républicains, que Macron avait pensé pouvoir conclure au début de son second mandat.

Lors de l'examen du projet au Sénat en janvier, les LR avaient déjà supprimé le plafond qui limitait la part du nucléaire à 50 % dans le mix énergétique et la puissance à 63 GW/H. Ils avaient d'autre part durci les sanctions pénales contre d'éventuelles intrusions comme avaient pu le faire les antinucléaires il y a quelque temps.

L'AN a donc adopté le projet de loi « musclé » par le Sénat, sauf un article, l'article 13, qui prévoyait la suppression de l'Institut de radioactivité et de sûreté nucléaire (IRSN). Le gouvernement, qui voulait la dissolution de l'IRSN et sa fusion avec l'ASN, n'aura pas obtenu satisfaction sur ce point et c'est tant mieux !

Les différentes voix des antinucléaires, le média Reporterre, le réseau Sortir du nucléaire, Greenpeace,... dénoncent ce passage en force antidémocratique :

- Le parlement vote une loi en accé-

léré alors que le débat public organisé sur cette question n'est pas fini et que les conclusions du rapport ne sont pas encore connues !

- Le parlement vote une loi sur le nucléaire alors que la discussion sur le projet de loi de programmation sur l'énergie et le climat est prévue cet été !

Oui, il y a urgence, mais ce n'est pas celle du gouvernement. L'urgence c'est celle que met en lumière le dernier rapport du GIEC : « il faut réduire de moitié nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ; or, il faut 15 à 20 ans pour construire une centrale nucléaire et le gouvernement lui-même, dans ses prévisions les plus optimistes, ne prévoit pas la mise en œuvre des nouveaux EPR avant 2035 ! »

Et c'est sans compter les alertes sur la question de la ressource en eau. Les sécheresses à répétition pose déjà problème sur le partage de l'eau, or le nucléaire consomme 5,3 milliards de mètres cubes d'eau chaque année, affirme le réseau Sortir du nucléaire. « 30 % de l'eau douce est consommée par le nucléaire, ce qui en fait le deuxième consommateur après l'agriculture. Cigéo [projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure] consommera entre 200 et 500 m3 d'eau par

jour. Ce besoin conséquent va se confronter à une réalité climatique implacable de baisse de disponibilité de la ressource ».

Imperturbable, le gouvernement fonce tête baissée, ignorant tous ces signaux d'alerte, n'obéissant qu'aux intérêts du lobby électronucléaire. ★

### Pour le nucléaire, les sanctions contre la Russie n'existent pas !

Le 11 mars dernier, Greenpeace France dévoilait la mainmise de Rosatom sur le transport d'uranium naturel en provenance du Kazakhstan et d'Ouzbékistan, et illustrait la dépendance de la France à la Russie pour l'exportation de ses déchets nucléaires et son approvisionnement en uranium enrichi. En pleine invasion de l'Ukraine, la France a quasiment triplé ses importations d'uranium enrichi russe avec, en 2022, la livraison par la Russie d'un tiers de l'uranium enrichi nécessaire au fonctionnement des centrales nucléaires françaises pendant un an. Ce nouvel arrivage est la preuve que le commerce continue.

# Méga-bassines : succès de la mobilisation malgré la répression

Les 25-26 mars s'est tenue une nouvelle manifestation contre les méga-bassines dont l'objectif principal est d'obtenir un moratoire sur tous les projets de méga-bassines de la région Nouvelle Aquitaine (NA), puisqu'il est clair désormais que la région NA sert de laboratoire à un vaste plan de méga-bassines, prévues aussi dans d'autres régions (Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées), mais pas uniquement.

La mobilisation a démarré en amont par des conférences-débats en Espagne, en Italie. En France, plus d'une quarantaine de réunions ont été organisées par le Collectif dont une moitié en NA. 30 à 50 personnes par réunion et parfois 200, c'est dire l'intérêt pour cette question ; exemple à Bordeaux où trois réunions ont eu lieu avec succès en février-mars. Notre Parti y a participé. Nous avons diffusé l'Appel les 3 semaines précédentes et organisé des collages en facultés (La Victoire, Montaigne, et IEP) et sur certaines communes, proposant également les affiches au cinéma Utopia avec plusieurs dépôts du flyer Bassines Non Merci (BNM) et un jeune camarade de l'UJR a organisé une réunion-zoom avec une responsable BNM pour 15-20 étudiants intéressés. La semaine prochaine, avec d'autres étudiants, il organise

une conférence-débat avec plusieurs intervenants dont notamment BNM et la Confédération paysanne.

Les appels au volontariat ont permis l'organisation de ces deux journées, toutes générations, âges et métiers confondus. Nous sommes loin des « guerriers » désignés par Macron à la vindicte populaire, dans son discours sur l'eau du jeudi 30 mars. Tout y était prévu ou presque : la garderie, la cellule psy-post traumatique, un point de défense contre les comportements sexistes, jusqu'à la radio de secours pour retrouver le chemin en cas d'empêchement d'accès au site par la gendarmerie mobilisée par la préfète...

Le 25, les barrages, pistages y compris par plusieurs hélicoptères, flicage, n'ont pu arrêter ce flot de près de 30 000 personnes venues, malgré une météo défavorable, souvent de loin. Quelques camarades y étaient dans différents cortèges (cf. témoignages sur le site [www.pcof.net](http://www.pcof.net)). Comme le 29 octobre 2022 à Sainte-Soline, où nous étions déjà (cf. LF n°644) de très nombreux gendarmes (3 200 annoncés par la préfecture) s'opposent frontalement aux manifestants. Mais cette fois-ci, c'est un déluge de grenades GL2M explosives (létales) et de lacrymogènes qui s'abat sur les marcheurs. Nouveauté de l'appareil

répressif : attaquer les cortèges par des engins « quads » militarisés avec deux militaires à chaque fois : un pilote et un tireur de LBD ou matraqueur façon « voltigeur » dans les manifs. Macron et Darmanin se sont donné tous les moyens pour empêcher l'accès à cette bassine, au risque de tuer.

200 blessés dont deux graves ! Darmanin a voulu mâter le mouvement anti-bassines, il n'a fait que le faire grandir et le renforcer : plus de 170 rassemblements en soutien aux victimes se sont tenus le 30 mars devant des préfectures totalisant des dizaines de milliers de personnes (1 000 à Bordeaux où le parti est intervenu) et contre l'interdiction des Soulèvements de la Terre (LSDLT), lancé par Darmanin. Depuis, LSDLT a lancé une Tribune dans *Le Monde* qui a recueilli en 3 jours plus de 29 000 signatures (1). Le parti, invité le 26 à tenir un stand au « Village militant » à Melle, sous-préfecture des Deux-Sèvres, a gagné à se faire connaître dans une région où il l'est encore peu. Les questions portaient souvent sur l'origine politique du PCOF ou encore « Etes-vous un vrai parti marxiste-



léniniste ? » La Forge y était exposée « autrement » (cf. photo) aux côtés des dossiers sur le nucléaire actualisé par un petit quatre-pages, sur le chlordécone et la Françafrique. Ce dimanche, Melle a été une ville aux couleurs de la Journée internationale de l'eau : saluons son maire qui aura été un atout important pour lui permettre de se tenir. Nous prenons date pour le prochain événement du Collectif composé de Bassines Non Merci, Les Soulèvements de la Terre, La Confédération Paysanne, soutenu par plus de 150 organisations, associations et syndicats, dont notre parti. ★

(1) [https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/03/30/nous-serons-dans-les-rassemblements-de-solidarite-avec-les-blesses-de-sainte-soline-et-pour-que-cessent-les-violences-policiers\\_6167608\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/03/30/nous-serons-dans-les-rassemblements-de-solidarite-avec-les-blesses-de-sainte-soline-et-pour-que-cessent-les-violences-policiers_6167608_3232.html)

## L'eau : enjeux et luttes

L'eau est devenue l'or bleu, une marchandise convoitée par les capitalistes de l'agrobusiness au détriment des besoins indispensables à la société tout entière.

Alors qu'il devient de plus en plus nécessaire de sauvegarder et protéger les ressources en eau (le déficit pluviométrique était de 33 % début 2022, il est de 50 % en février de cette année), les monopoles de l'agrobusiness en abusent. De l'avis même du BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), sous la tutelle des ministères de l'Écologie, de l'Économie et de la Recherche, le constat sur l'état des nappes phréatiques en France est sans appel : « Les nappes phréatiques restent sous les normales avec 80 % des niveaux modérément bas à très bas » (1).

Dès le premier rassemblement devant la préfecture de Niort organisé par « Bassines Non Merci » en 2017, la question de l'eau est devenue désormais la guerre de l'eau.

La construction des méga-bassines (2) pour la rétention de l'eau en vue de l'irrigation des immenses propriétés agricoles qui déversent leur pollution chimique dans les sols, et celle de collinaires pour la fabrication de la neige artificielle, défie l'entendement. Comme hier le projet de construction

du barrage de Sivens, abandonné depuis grâce à la résistance des populations riveraines du Tescou et où les forces de répression ont causé le décès de Rémy Fraisse en 2014.

Les contraintes sur l'eau sont telles que le risque de voir plus de communes sous restriction en eau douce augmente pour l'été prochain. Même s'il pleuvait au mois d'avril et mai de manière continue sur plusieurs jours, les nappes phréatiques n'auront pas le temps de se recharger.

L'agriculture est de loin le secteur d'activité le plus hydrovore en France puisqu'elle représente 58 % de la consommation nette en eau douce. Quant au nucléaire, même si sa consommation nette est de 12 %, l'eau prélevée pour le refroidissement des centrales nucléaires représente 50 % de la totalité des prélèvements annuels. Faiblesse des précipitations et demande gargantuesque d'eau douce atteignent aujourd'hui un point de rupture qui met l'eau disponible sous haute tension.

### La réponse du gouvernement

Complètement à contre-courant du mouvement qui ne cesse de se développer contre les méga-bassines, Macron a annoncé son plan

Eau depuis le lac artificiel de Serre-Ponçon (Hautes-Alpes) qui subit une séche-resse brutale depuis l'an dernier. C'est un plan qui ignore les propositions de la Confédération Paysanne, des associations investies dans la transformation progressiste du monde rural comme « Bassines Non Merci » (BNM), les Soulèvements de la Terre... mais aussi les positions de nombre de scientifiques, dont Anne-Morwenn Pastier. Julien Leguet de BNM s'insurge contre le « mépris profond du chef de l'État » dont le plan « entérine une approche technosolutionniste ». Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération Paysanne, affirme que ce plan n'est « pas à la hauteur des enjeux agricoles donc on va continuer d'user de notre droit à manifester ».

Quant à « partage des ressources », à « la concertation », à « tout faire pour la réduction de l'irrigation » contredit dans la même phrase par tout faire « pour étendre les surfaces irriguées », ce ne sont que des mots creux qui ne dupent personne et dont est coutumier le président des riches, des banquiers et des lobbies. C'est un plan qui soutient l'agriculture intensive et polluante des sols et de la faune, l'exploitation démesurée des ressources de l'eau par les

groupes de l'agroalimentaire comme Nestlé dans les Vosges ou Danone dans le Puy-de-Dôme. Il encourage les groupes du secteur du BTP, dont Vinci et Bouygues, à peser de tout leur poids pour l'ouverture de nouveaux chantiers comme les méga-bassines.

La répression brutale et quasi-meurtrière des forces de l'ordre en guerre (3) contre les militants et leurs organisations qui exigent l'interdiction de l'usage des méga-bassines et la régulation populaire de la consommation de l'eau, ainsi que la criminalisation de cette lutte montrent plus la nécessité d'une rupture révolutionnaire avec ce système broyeur de vies pour une société respectueuse des hommes et de la terre.

Non aux méga-bassines !  
Non au pillage de l'eau par l'agrobusiness ! ★

1. <https://www.brgm.fr/fr/actualite/communiqu-presse/nappes-eau-souterraine-au-1er-mars-2023>

2. Contre-argumentaire scientifique sur les mégabassines de Ann-Morwenn Pastier : [https://reporterre.net/IMG/pdf/me\\_gabassines-dossier\\_contre-e\\_tude\\_30\\_janvier\\_2023.pdf](https://reporterre.net/IMG/pdf/me_gabassines-dossier_contre-e_tude_30_janvier_2023.pdf)

3. <https://www.pcof.net/communiqu-des-parents-de-serge-dans-le-coma-victime-dun-tir-de-grenade/>



# Violences et surveillance policières accrues contre les manifestants

Depuis deux mois, d'immenses cortèges de manifestants expriment la colère contre le recul de l'âge de la retraite à 64 ans. Ils sont les porte-voix d'une majorité de travailleurs, de femmes, de jeunes, de retraités. Plus de 90 % des actifs sont opposés à cette réforme, mais le gouvernement a choisi la force. Violence du 49.3, violence aussi de la réponse policière face à des foules compactes, solidaires, mobilisées et à des actions spontanées, blocages, rassemblements devant des centres de tri des déchets, des entrepôts, des raffineries, manifestations non déclarées. Les policiers et gendarmes, dotés d'armes de guerre, casqués, harnachés, suréquipés, avec les forces les plus agressives, la BRAVM (Brigades de répression des actions violentes motorisées), et la BAC (Brigade Anti-Criminalité), sont envoyés « au contact » des manifestants, frappant et arrêtant sans distinction. Un photographe émasculé, une aide à domicile au pouce arraché, des jeunes roués de coups, envoyés à l'hôpital, un syndicaliste éborgné, des nasses qui encerclent et arrêtent en masse les manifestants (qui ressortent libres, des

heures mais parfois 1 ou 2 jours après une garde à vue), des jeunes menacés, insultés, des violences sexuelles contre des jeunes femmes, des charges policières sans sommation... Témoignages, vidéos, enregistrements audio, ont largement circulé, révélant la gravité de ces violences. Un sommet a été atteint avec la répression de la manifestation anti-bassines de Sainte-Soline du samedi 25 mars. Pour « protéger » la création d'un réservoir d'eau à l'usage de l'agriculture intensive, une avalanche de grenades lacrymogènes et de désencerclement se sont abattues sur les manifestants : 4 000 grenades tirées en deux heures, des policiers en quad, armés de LBD, fonçant dans les champs avec des hélicoptères « en appui ».

Dans ce chaos, plus de 200 victimes, 40 blessés graves, brûlures, plaies aux jambes, mâchoires et crânes enfoncés, 3 blessés très graves, dont deux dans le coma. Le comble, c'est le refus du commandement de laisser passer le SAMU pour évacuer des blessés en danger de mort, ce que révèle l'enregistrement de la conversation par la LDH (Ligue des Droits de l'Homme).

L'usage intensif d'armes de guerre – flash-balls, grenades lacrymogènes, assourdissantes, explosives, de désencerclement – est relevé et dénoncé par une grande partie de la presse. La défenseure des droits s'inquiète, comme le SAF (Syndicat des Avocats de France), qui condamne « les dérives inacceptables, dignes d'un pays autoritaire », et le Conseil de l'Europe demande « de cesser les violences ».

Cette intensification de la violence policière est une politique de la terreur organisée par le gouvernement pour effrayer et casser les mobilisations.

## Des JO sous « surveillance algorithmique »

Ce gouvernement persiste dans sa politique sécuritaire. Il vient de faire voter par une majorité de députés un projet de loi pour les Jeux Olympiques de 2024 qui comporte un volet inquiétant. Il prévoit l'expérimentation jusqu'à fin 2024 de la vidéosurveillance algorithmique, où les images des caméras de surveillance ou des drones seront analy-

sées en temps réel par l'intelligence artificielle. Ceci, selon G. Darmanin, afin « d'assurer la sécurité de manifestations sportives, récréatives ou culturelles qui sont particulièrement exposées à des risques d'actes de terrorisme ou d'atteinte grave à la sécurité des personnes ». Le risque de terrorisme, une fois encore, est prétexte à la restriction de libertés fondamentales et il est fort à craindre que l'expérimentation devienne généralisation. On se rappelle les précédentes tentatives pour déployer des drones de surveillance des manifestations, suspendues par le Conseil d'État, au nom de la protection des données personnelles.

Cette généralisation et cette montée en puissance de la violence des forces de l'ordre dictée par le pouvoir politique à l'encontre du mouvement social ne sont pas de nature à faire retomber les tensions, bien au contraire ! Solidaire des victimes de ces violences, avec les organisations syndicales et politiques nous les dénonçons et affirmons : « Nous ne les laisserons pas étouffer l'espoir à coup de grenades ». ★

# Les monopoles allemands de l'automobile dictent leur loi

Dans notre revue Rupture, sur les transformations en cours dans l'appareil de production capitaliste, nous consacrons un article à l'automobile (page 32), un autre sur le stockage de l'énergie embarquée, les batteries (page 28) : ils abordent notamment les causes et les conséquences du passage à la voiture électrique. Nous disons notamment : « Cette nouvelle réalité autour du moteur électrique et du bloc batteries qui va s'imposer à l'ensemble de la construction automobile, va introduire de profondes modifications, cette fois-ci, au niveau de la structuration du Capital. Les constructeurs, les équipementiers et les géants de la high tech non seulement sont amenés à se positionner le "long de la chaîne de valeur", mais à terme, via les capacités financières des uns et des autres et de la part qu'ils vont prendre dans la production de cette nouvelle voiture, ils seront amenés à fusionner en tout ou en partie pour donner naissance à de nouveaux monopoles. »

Cette bataille fait rage, notamment en Europe, où la commission européenne, l'état-major politique des monopoles et des Etats impérialistes les plus puissants d'Europe, défenseurs de leurs intérêts dans la concurrence internationale, a décidé

la « fin des moteurs thermiques en 2035 ».

Cette date butoir est inscrite dans le pacte vert pour l'Europe (Green deal) voté en juin 2022 par le parlement européen, visant la « neutralité carbone » en 2050. La commission européenne proposait d'entériner, en mars 2023, la décision d'interdire la vente de voitures neuves équipées de moteur thermique au-delà de 2035. Pour beaucoup, cela signifiait qu'en 2035 les voitures neuves seraient obligatoirement équipées de moteurs électriques.

Le premier pays en matière de production automobile est l'Allemagne, où ce secteur est aussi le plus important du point de vue de son poids économique et social. C'est ce que les dirigeants des puissants monopoles ont venus rappeler au gouvernement de coalition, en s'appuyant notamment sur les représentants du parti libéral, FPD, au sein de la coalition ; un parti qui a son implantation électorale dans les régions où l'industrie automobile et ses multiples sous-traitants sont importants. C'est l'ancien patron de Porsche, devenu patron de Volkswagen (n°1 européen) qui mène cette bataille. L'objectif, faire admettre que ce qui compte, c'est la « neutralité carbone » d'une voi-

ture et non le moteur à combustion en lui-même. Concrètement, il a fait pression pour que les carburants de synthèse – dénommés e-fuel – puissent être utilisés dans les moteurs thermiques. Ces carburants ne proviennent pas de l'énergie fossile : ils sont produits par un procédé (vieux de 100 ans) consistant à produire de l'hydrogène (par électrolyse de l'eau), le mélanger à du gaz carbonique « extrait de l'air », de préférence des fumées industrielles riches en CO2 (!) pour fabriquer de l'éthanol qui est la base pour la fabrication de carburants de synthèse. Le « bilan global » en termes d'émissions de CO2 par le moteur thermique est faible, car il n'émet que peu de « nouveau CO2 », et n'utilise que celui issu de l'activité industrielle. Mais pour avoir le label « vert », il ne doit utiliser pour la phase d'électrolyse que de l'électricité « renouvelable », comme celle fournie par les grands vents du sud du Chili, où est installée la première usine de fabrication de l'e-fuel, financée par Porsche, Siemens, ExxonMobil.

La pression des grands monopoles allemands a convaincu la commission qui a présenté un texte de « compromis » qui dit que « les véhicules équipés d'un moteur à combustion

pourront être immatriculés après 2035, s'ils utilisent exclusivement des carburants neutres en matière d'émission de CO2 ».

Si les actuels et futurs propriétaires des grosses cylindrées (Porsche, BMW, Mercedes, Ferrari...) sont donc assurés de pouvoir continuer à les utiliser, pour un plein d'e-fuel plus cher, les grands monopoles de l'automobile espèrent qu'avec ce carburant, ils pourront offrir une « alternative globale aux véhicules électriques », dont le coût reste très élevé et qui nécessitent aussi de grandes quantités d'électricité disponibles.

En fait, les dirigeants des monopoles allemands veulent rester en tête des producteurs d'automobiles, électriques (Volkswagen s'est lancé dans cette production), ou thermiques (avec le carburant e-fuel), notamment pour le segment des voitures de luxe, le plus rentable.

Au même moment, les représentants du lobby électronucléaire français bataillaient pour que la production d'électricité d'origine nucléaire bénéficie du label « décarboné » pour avoir accès aux financements européens du Green deal.

C'est bien l'Europe des monopoles et ce sont eux qui dirigent et imposent leur diktat. ★

## Dire Non aux 64 ans, c'est aussi dire Non à l'exploitation capitaliste !

Dès l'annonce, le 10 janvier, par la première ministre E. Borne du projet de loi concernant le recul de l'âge légal de départ en retraite, l'Intersyndicale réunissant toutes les confédérations du pays, CGT, CFDT, FO, UNSA, CGE-CGC et Solidaires a appelé à des journées de grèves et de manifestations interprofessionnelles dès le 19 janvier.

Cette première journée de lutte a connu le succès et l'ampleur que l'on sait, dépassant même les prévisions des directions syndicales, prenant de court le gouvernement. Celles qui suivront resteront dans la même dynamique, même si certaines verront un peu moins de monde dans les cortèges syndicaux. A la veille de la rencontre avec le gouvernement, près de deux mois et demi plus tard, la mobilisation est toujours là et s'est renforcée avec celle de la jeunesse depuis notamment le recours par le gouvernement à l'article 49.3.

Cette mobilisation sociale inédite, rythmée par les appels de l'Intersyndicale, a indéniablement permis au fait syndical de reprendre des couleurs. Pour preuve les milliers de demandes d'adhésions recensées aussi bien par la CGT, la CFDT, que

Solidaires... pour ne prendre que ces organisations.

Par-delà les sigles, cette unité syndicale chaque fois réaffirmée pour exiger le retrait de la réforme donne confiance aux centaines et centaines de milliers de travailleurs dans la mobilisation, dans l'importance de la lutte collective et pour pas mal d'entre eux dans les syndicats qui l'organisent.

Dans cette bataille, les ouvriers qui ramassent et trient les déchets se sont révélés aussi essentiels, bien que peu considérés par la société, que ceux en grève dans les raffineries ou en piquet devant telle ou telle centrale nucléaire. Ces mois de manifestations et de grèves sont aussi une nouvelle fois l'illustration, dans la réalité de la lutte, de l'importance et du rôle de la classe ouvrière pour la préservation des conditions de vie et de travail de l'ensemble des travailleurs.

Ce mouvement, parce qu'il s'oppose avec force et de façon unitaire au renforcement de l'exploitation capitaliste (travailler plus longtemps) alors que les salaires réels sont en chute libre depuis des mois, fait progresser la conscience de classe tout en permettant – parce qu'il est

aussi unitaire – à ce que des larges masses jusqu'alors assez éloignées de la lutte syndicale le rejoignent. C'est ce que traduit l'importance des cortèges de la CFDT notamment dans les grandes villes, comme les manifestations très importantes dans les villes petites et moyennes.

Dans les cortèges, de nombreuses structures syndicales, en particulier de la CGT, mais aussi de Solidaires, comme chez les Jeunes, reprennent très largement le mot d'ordre « les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, les femmes dans le précaire, de cette société-là, on n'en veut pas » et de plus en plus nombreux sont ceux qui le ponctuent par un « on la combat » ! Ces trois mots de plus à ce slogan repris depuis des années donnent un caractère politique à ce qui est en train de se jouer dans la rue et dans les grèves. Repris dans les rangs des cortèges syndicaux, il fait avancer l'idée de rompre avec ce système capitaliste. Et partout, entre deux journées de mobilisations interprofessionnelles, s'organisent des manifestations locales, des retraites aux flambeaux, des blocages de ronds-points, de centres commerciaux comme le soutien à celles et ceux qui bloquent leur

entreprise en s'opposant notamment aux réquisitions... Toutes ces initiatives – y compris celles qui appellent à des rassemblements devant les permanences d'élus – sont importantes. Elles permettent de regrouper des travailleurs, des militants syndicaux, des jeunes, des lycéens, des étudiants... d'entretenir la mobilisation et de continuer à mettre la pression sur le gouvernement.

Après le 7 mars – journée interprofessionnelle où l'objectif affiché par l'Intersyndicale était de « mettre le pays à l'arrêt » – si des secteurs ouvriers de sites stratégiques se sont engagés dans la grève, celle-ci ne s'est pas pour autant généralisée. Les appels réitérés et repris en boucle à « la grève générale » ne permettront pas, en l'état, de changer la donne. Quoi qu'il en soit, contre cette réforme ce sont des milliers de travailleurs qui sont toujours en grève reconductible dans les raffineries, dans les déchets, dans l'énergie, dans les transports... de fait, ils sont aujourd'hui à la pointe du mouvement. Il faut les soutenir par tous les moyens et appeler en masse à la prochaine journée interprofessionnelle du 6 avril. ★

## Sur le 53<sup>e</sup> congrès de la CGT

Le 53<sup>e</sup> congrès de la CGT vient de se tenir à Clermont-Ferrand du 27 au 31 mars en plein mouvement social contre la réforme des retraites. P. Martinez, après huit années passées à la tête de la confédération, avait décidé de passer la main.

Depuis la succession de B. Thibault en 2013, le passage de témoin au niveau de la direction de la confédération n'a jamais été un exercice facile. La crise avait duré de longs mois avant qu'elle ne se règle par l'élection de Thierry Lepaon qui, lui-même en janvier 2015, avait été obligé de démissionner officiellement pour des raisons liées à son train de vie, mais en fait, dues à sa grande proximité politique avec le gouvernement socialiste de l'époque et F. Hollande.

A ce 53<sup>e</sup> congrès, le mouvement social en cours contre la réforme des retraites a favorisé la cristallisation d'un certain nombre de positions portées depuis des années par ce courant qui se présente comme plus radical et qui milite pour que la CGT revienne dans la FSM (porté notamment par la fédération de la chimie, des commerces et services, des Unions départementales des Bouches-du-Rhône, du Val-de-Marne...). Depuis des mois,

ils sont à la manœuvre pour faire capoter l'élection de Marie Buisson comme future secrétaire générale, officiellement pressentie pour le poste depuis que la Commission confédérale exécutive sortante du 31 mai 2022 a voté pour elle par 85 % des voix. Pour arriver à leurs fins, ils ont utilisé toutes les manœuvres de procédure possibles, et répété en boucle au micro, quel que soit le thème de la séance, leur soutien à O. Mateu (le secrétaire de l'UD Cgt du 13).

Pour ne rien arranger, lors de la manifestation du mardi matin à Clermont-Ferrand contre la réforme des retraites (le congrès avait suspendu ses travaux pour y participer), P. Martinez a déclaré à la presse : « *Compte tenu de la mobilisation qui ne faiblit pas, comme on l'a décidé en intersyndicale on a proposé au gouvernement et surtout au Président de la République de suspendre son projet et de nommer une médiation ; comme dans tout conflit dans les entreprises qui dure on essaye de trouver une solution sur des sujets qui sont plus que jamais d'actualité comme la pénibilité au travail...* ». Quasiment les mêmes mots entendus dans la bouche de L. Berger quelques jours auparavant et qui ont été perçus comme

une demande de pause, totalement inacceptable.

Des mots qui ont fini par mettre le feu aux poudres autour des débats sur le rapport d'activité. Une déléguée de la fédération de la chimie a interpellé vertement le « camarade Martinez » pour lui demander d'où il tenait son mandat pour demander une médiation. Cette interrogation légitime a fait mouche et a contribué à ce que le rapport d'activité présenté au congrès soit rejeté, de justesse, par 50,32 % des voix.

Une première dans l'histoire moderne de la CGT ! Ce vote a immédiatement été sur-interprété par les opposants à la ligne confédérale comme étant le point de bascule du congrès pouvant leur permettre de prendre la direction de la confédération.

Mais contrairement au rapport d'activité, le document d'orientation a été adopté à 72,9 % des voix. La direction du congrès a, en effet, intégré de nombreux amendements critiques des opposants, qu'ils ont pu défendre directement au micro, et qui n'avaient pas été repris initialement par la commission des amendements. Il s'agit notamment d'amendements mettant des freins au rapprochement de la CGT avec la FSU et Solidaires ou limitant l'engagement de la CGT dans

le collectif « plus jamais ça ».

En phase avec cette ligne, tout à fait similaire sur le fond comme sur les objectifs revendicatifs à la ligne générale adoptée par la CGT depuis des dizaines d'années, le Comité confédéral (CCN), dans la nuit du jeudi au vendredi, a fini par valider au finish la proposition de la nouvelle Commission exécutive d'un bureau confédéral avec à sa tête Sophie Binet.

Ce bureau intègre également les secrétaires généraux des fédérations de l'énergie et des cheminots opposants à P. Martinez (sans que leurs fédérations ne soient pour autant adhérentes à la FSM). C'est donc la secrétaire générale de l'Union générale des ingénieurs cadres et techniciens (UGICT), très engagée dans le combat pour la prise en compte des droits des femmes, qui prend la tête de la CGT.

Ce congrès a donné une image de division et de confusion de la CGT, en plein mouvement contre la réforme des retraites. Les militants et militantes qui sont pour une CGT de lutte doivent continuer à mettre en œuvre cette orientation, et d'abord dans le combat actuel contre la réforme des retraites. ★



# Le travail du parti dans le mouvement contre la réforme des retraites

Depuis maintenant plus de deux mois, l'ensemble de nos camarades que ce soit sur le plan syndical ou politique, parfois les deux, sont mobilisés à 300%. Il s'agit d'aider à ce que ce puissant mouvement social qui dit « Non aux 64 ans ! » gagne, oblige E. Macron, son gouvernement et le MEDEF, à reculer. Pas question d'accepter une telle dégradation programmée des conditions de vie et de travail pour des millions de travailleurs et de travailleuses, tout particulièrement maltraitées par cette réforme.

Dans ce combat de classe, il n'y a pas de place pour les « contre-propositions » ou autres pseudo solutions réformistes qui ne visent qu'à désarmer ceux et celles qui se battent. De ce point de vue, le champ est libre pour construire des mobilisations larges et unitaires. Un seul mot d'ordre « Non aux 64 ans ! ».

Dans toutes les mobilisations, les manifestations, y compris sur les piquets de grève, tout un chacun peut intervenir, diffuser ses tracts politiques, faire connaître sa presse... c'est un mouvement d'une grande tolérance où avant de regarder la signature de qui édite tel ou tel autocollant, on s'attache à regarder le mot d'ordre pour pouvoir le coller sur soi.

Les intersyndicales locales ou/et départementales sont de vrais lieux militants où ensemble s'organisent les actions, les manifestations permettant aussi à ceux qui étaient loin de la lutte de classe d'apprendre auprès de celles et ceux pour qui c'est le pain quotidien depuis des années.

La jeunesse, qui vient d'entrer massivement dans ce mouvement depuis le 16 mars, découvre ce que la lutte collective avec les travailleurs implique du point de vue de l'organisation et en même temps y contribue pleinement par son dynamisme.

C'est en comptant avec ces caractéristiques, comme le montre ces différentes correspondances que nos camarades, sympathisants et amis, se sont engagés dans ce mouvement social inédit, que ce soit dans le cadre syndical ou plus directement politique.

## ► Massy (91)

Dans la foulée du 19 janvier 2023, l'Union locale CGT de Massy a pris l'initiative de constituer une intersyndicale locale pour renforcer la mobilisation contre la réforme des retraites.

La structure locale de Solidaires a tout de suite répondu favorablement à l'initiative puis l'Union locale FO, la CFDT, la CNT et l'association ATTAC. L'intersyndicale tient régulièrement ses réunions à la Bourse du travail à Massy.

Depuis janvier, cette intersyndicale, en créant une dynamique unitaire, a permis de mettre plus de monde dans la rue dans le cadre des actions qu'elle a pu organiser. Comme lors de la retraite aux flambeaux du 27 janvier ou lors de « la fête des retraites » place de France à Massy, le 4 mars, ou encore lors de la « marche féministe » du dimanche 12 mars.

Avec le passage en force du gouvernement et le 49.3, la colère est montée d'un cran ; l'intersyndicale ayant prévu bien avant une manifestation le 19 mars dans les rues de Palaiseau a pu répondre et organiser la riposte sur le plan local.

En quelques jours, discuté.e.s au niveau de l'intersyndicale, tracts et affiches réalisé.e.s spécialement étaient distribués, collés dans les quartiers, les gares et les marchés, pour appeler la population à rejoindre la manifestation.

Le dimanche 19 mars 2023, jour de marché, la manifestation, partie du rond-point de la pharmacie du quar-

tier du Pileu, au centre d'un quartier populaire de Palaiseau a sillonné les rues de Palaiseau, en passant par la sous-préfecture, la mairie, pour se terminer sur la place du marché de Palaiseau appelée « Place de la Victoire ».

En avançant, la manifestation a pris de l'ampleur et lors de plusieurs étapes, les Rosies ont entraîné avec elles dans leurs chorégraphies des manifestants. Des militants syndicalistes des pôles universitaires du plateau de Saclay avec leur banderole, des camarades ouvriers de l'atelier d'entretien de la Ratp de la ligne B du RER de Massy, des syndicalistes d'entreprises du secteur, étaient présents ainsi que des habitants de Palaiseau, de Massy, de Longjumeau... De l'avis de Palaisiens, on n'avait jamais vu autant de monde dans les rues de la ville dans le cadre d'une manifestation sociale. 800 personnes ont fini par rejoindre le cortège pour dire Non à cette contre-réforme qui veut faire trimer les travailleurs et les travailleuses deux ans de plus.

Tout au long de la manifestation, un militant de la Cgt, connu pour être membre du Pcof, scandait au micro les mots d'ordre : « De l'argent pour les salaires, de l'argent pour les retraites, pour l'hôpital et le social, pas pour les actionnaires et pas pour faire la guerre » ; ou encore « Capitalisme broyeur de vies, deux ans de plus c'est non ! ».

En fin de manifestation, sur la place, la secrétaire générale de l'Union



Manifestation dans les rues de Palaiseau

locale CGT a pris la parole pour réaffirmer la détermination de la CGT à poursuivre la mobilisation jusqu'au retrait, la loi votée ou non. Elle a souligné le rôle essentiel de la classe ouvrière dans les villes, petites et moyennes, qui se mobilise en masse contre cette réforme, l'importance de la grève et la nécessité de participer aux futures journées de mobilisation interprofessionnelles.

Après les interventions des autres formations syndicales de l'intersyndicale, elle a tenu à donner la parole aux représentants des partis politiques présents. Le député PS de l'Essonne, Jérôme Guedj, dans sa

prise de parole, a réaffirmé son soutien à la mobilisation contre cette réforme. Son intervention a été un peu chahutée par quelques militants en souvenir de sa non-dénonciation de la réforme Touraine en 2014. Le porte-parole du PCF a pris la parole pour réaffirmer également l'engagement de son parti dans cette bataille. Le porte-parole local de notre parti a salué cette initiative et a souligné l'ampleur toujours plus importante de la mobilisation pour exiger le retrait de cette contre-réforme, pour dire « Non aux 64 ans » et dénoncer le système capitaliste « broyeurs de vies ». ★

## ► Bourges : Mise en place d'un « Quartier Général des luttes »

A Bourges, le 9 mars, après les premières actions de barrage filtrant le 7 mars devant les sites de l'armement Nexter et MBDA (fabricant européen de missiles), le barnum du « QG des luttes » a été installé devant la gare de Bourges, à l'initiative de l'intersyndicale des

cheminots en grève reconductible et du secteur Mines-Energie. Tous les jours à 9h se tiennent des Assemblées Générales intersyndicales pour décider des actions de blocage et des manifestations quotidiennes qui ont lieu, y compris à 5 h du matin, lors

des journées de mobilisation interprofessionnelles nationales. Les cheminots, qui assurent nuit et jour la permanence, en ont fait le lieu de leur AG quotidienne pour voter la reconduction de leur grève. Pour les usines de la Métallurgie, comme à Auxitrol, les ouvriers et

les employés de bureaux débrayent de 2 à 8 heures dans la journée les jours de manifestation. Le syndicat CGT des Métaux de Bourges a élaboré un modèle d'ordre de grève « sans terme » jusqu'au retrait de la loi pour assurer le droit de grève aux ouvriers qui participent aux AG du QG ●●●



●●● des luttes et aux différentes actions.

Les UL CGT de Vierzon, de St-Florent et de St-Amand ont pu donner au QG des luttes une dimension départementale en démultipliant les actions de blocages populaires dans les localités où le mouvement est le plus fort. Ces actions intersyndicales veulent d'abord soutenir les secteurs en grève reconductible, comme celui des cheminots. Leur grève se trouve renforcée par des actions visant à paralyser le trafic en gare avec l'occupation des voies par les militants des syndicats de la Santé, d'Edf, de la métallurgie, des enseignants et des lycéens... les cheminots restant sur les quais pour ne pas être sanctionnés. De même, les actions de blocage du centre EDF ont conforté la mobilisation du secteur Mines-Energie. Le 14 mars, le soutien a été apporté au mouvement de grève des éboueurs avec blocage du centre Suez. Le 22 mars, c'était le blocage de tous les camions poubelles du Centre Veolia à Bourges et l'annulation de l'inauguration de la nouvelle plate-forme de tri des déchets de PAPREC. Les actions de blocage visent aussi à soutenir les grèves ouvrières sur les salaires en lien avec le refus de



Occupation des voies de la gare de Bourges

faire 2 ans de plus. En direction des employés de la grande distribution, le 6 mars, c'était le blocage de la base logistique Intermarché de Bourges, avec à la clé une victoire sur les salaires arrachée en 3 jours dans le cadre de la grève nationale illimitée lancée à l'appel de l'intersyndicale des 32 bases Intermarché, menaçant l'approvisionnement de centaines de magasins. Un piquet de grève d'une centaine de salariés et de militants syndicaux sur la base a contribué à la victoire. Dans la métallurgie, ça a été le rassemblement devant l'usine de

Paulstra-Hutchinson à Vierzon.

Le QG des luttes, c'est aussi la montée en puissance des actions de blocage qui se sont multipliées au niveau des transports routiers pour entraver l'activité économique autour de Bourges : blocage des ronds-points de la zone industrielle à la sortie de l'autoroute impactant huit entreprises, dont Auxitrol, ainsi que les blocages d'entrée d'autoroute à Vierzon, Saint-Amand et Bourges, forçant Vinci à la fermer.

Tour à tour, les différents secteurs du privé et du public ont été tou-

chés par des actions de blocage et les manifestations comme les transports urbains de la ville, le centre de tri postal, la plate-forme logistique de Combronde à Vierzon, les hôpitaux de Vierzon (les Urgences) et de Bourges (envahissement du Conseil de surveillance). Après le 49.3 et le passage en force du gouvernement, le QG des luttes a appelé et organisé des manifestations de la colère avec feux de palettes et de pneus et actions de blocage renforcées par l'arrivée des lycéens et une manif de soutien aux étudiants des Beaux-Arts occupés. La contestation monte d'un cran avec des actions plus politiques visant les députés pro-64 ans, l'organisation d'un barbecue au-delà des barrières de la préfecture jusqu'au rassemblement de 150 manifestants contre les violences policières à l'appel de « Bassines non merci Berry » avec drapeaux de l'intersyndicale et de la Confédération Paysanne.

Le Quartier Général des luttes, avec ses appels à la mobilisation et à la solidarité avec celles et ceux qui se battent, renforce l'unité à la base et dans l'action pour ne rien lâcher jusqu'au retrait de la loi. ★

## ► Strasbourg : Manifestations contre le 49.3

Jeudi 16 mars, Borne annonce le recours au 49.3. A 17h place Kléber, a lieu la première manif spontanée - les gens se rendent d'eux-mêmes place Kléber ; d'autres appellent sur les réseaux sociaux. La manifestation part tambour battant derrière une banderole de tête. Des lieux sont ciblés : la préfecture où la police intervient pour disperser, la place de la Cathédrale. Les jours suivants d'autres manifestations sillonnent la ville et durent jusqu'à tard le soir. L'intersyndicale soutient et appelle.

Rassemblement place Kléber. Les 9/10e des manifestants sont des jeunes, étudiants et lycéens, jeunes précaires ou travailleurs, jeunes politisés. Des syndicalistes sont présents avec dossards et drapeaux, principalement de la métallurgie, de l'enseignement ; des militants politiques aussi. Remontés contre le 49.3. Tous noyés dans la masse de la jeunesse. Peu de banderoles, quelques panneaux. Nous

discutons, donnons des tracts également, certains les réclament. Une partie de la jeunesse est à l'écoute. Nos autocollants plaisent. Puis les manifestations partent, rapides, très dynamiques et notre drapeau flotte dans la foule. Aucune hésitation, la manif avance au rythme de « Et nous aussi on va passer en force ».

Militants syndicalistes et politiques, camarades du Parti sont confrontés à ces flots de jeunes. Peu sont syndiqués ou organisés. Et ceux qui le sont, sont dépassés par la masse de ceux qui crient le plus fort, par ceux qui veulent en découdre, galvanisés par la colère de la jeunesse. Au cours de la manif, le contact est possible. Des camarades se sont vus proposer le méga pour lancer des mots d'ordre par un jeune de la FSU qui ressentait ce besoin de structurer la manif. A un autre moment, un camarade qui avait participé à la manif anti-Otan, a pu aider des manifestants à surmonter la panique naissante lors d'un

encercllement-gazage de la police.

La répression grandissante, les événements de Ste-Soline, ont décuplé la fureur. Ainsi, le 28 mars, après la manifestation, une autre manif de 500 jeunes a défilé dans les rues derrière une banderole faite par les anarchistes. La police en force les a empêchés d'aller au centre-ville (protection des boutiques et du tourisme oblige) et des échauffourées ont eu lieu.

Cette révolte profonde de la jeunesse, privée d'avenir, privée de considération et de parole dans la société, reste inorganisée. Fureur contre le mépris et le « déni de démocratie », contre cette société du fric. Des magasins de luxe sont tagués « Voleur ». Si dans les manif syndicales, de nombreux jeunes travailleurs ou étudiants s'intéressent à nos analyses lors de nos points fixes, prennent journal ou tract, ici c'est différent. Leur force, c'est leur dynamisme, leur sincérité, leur volonté d'y



aller envers et contre tout. Au risque de suivre ceux qui hurlent le plus fort et cassent sans objectif. Il leur faut faire leur apprentissage de l'organisation et accumuler une expérience. Apprendre de la classe ouvrière forte d'expériences de lutte, forte dans l'organisation. Révolte et dynamisme et force organisée, c'est ensemble que nous construirons l'avenir. ★

## ► Schiltigheim-Bischheim : Ancrer la lutte au plus près des travailleurs et des masses populaires

Cette bataille contre la réforme des retraites a montré le rôle nécessaire des Unions Locales. L'importance du mouvement les a boostées. Certaines UL CGT, longtemps discrètes sur le terrain, ont ressorti leurs drapeaux ou banderoles. D'autres ont pris le travail à

bras-le-corps, organisant diffusions, blocages. Les camarades et sympathisants du parti, syndicalistes, ont joué un rôle dans cette redynamisation.

L'UL de Schiltigheim-Bischheim et Environs, a été de celles-là.

Une bataille s'est menée pour réunir les militants de l'UL, plongés dans

la lutte dans leur entreprise (NAO et grèves pour appuyer, préparation d'élections, reconstruire une section, etc.) pour discuter de la participation de l'UL au mouvement contre les 64 ans. Une discussion très riche a eu lieu, sur la situation globale de renforcement de l'exploitation des

travailleurs, les profits indécents des capitalistes, la politique de guerre du gouvernement...

La discussion, animée par un camarade syndicaliste, a trouvé un écho très favorable parmi les militants de terrain, et parmi ceux plus « récents » dans l'UL. ●●●



●●● La proposition d'un retraité, syndicaliste de longue date, a eu du succès : organiser un rassemblement à Schiltigheim et rejoindre en cortège la manif principale du 7 mars à Strasbourg. Pour y arriver, les uns et les autres ont fait des propositions constructives.

Des diffusions du tract national de l'intersyndicale ont eu lieu sur les marchés à Schiltigheim, à Bischheim, devant une école proche de la mairie, et devant le siège départemental de l'URSSAF de Schiltigheim, avec drapeaux, affiches, kakemonos. Elles ne sont pas passées inaperçues et ont eu un très bon accueil, les chauffeurs de camionnettes de chantier, les voitures, exprimaient leur soutien avec force klaxons, les conducteurs de tram nous saluaient de façon sonore.



UL Schiltig-Urssaf

La démarche syndicale unitaire a été fortement appréciée.

Une militante des territoriaux a pris des tracts pour les diffuser sur son lieu de travail.

Une page Facebook de l'UL a été mise en place.

L'UL a aussi appelé à soutenir, le 14 mars, le barbecue revendicatif et solidaire des cheminots des Ateliers

de Bischheim.

Le 7 mars à 12h30, rassemblement devant la Mairie de Schiltigheim : un camarade a pris la parole pour rappeler l'importance du front syndical, 9 syndicats de salariés, 4 syndicats jeunes lycéens et étudiants. Un représentant départemental FO est intervenu, ainsi qu'une représentante de Sud Education.

Derrière une rangée de drapeaux de l'UL CGT Schiltigheim, une centaine de personnes sont allées à Strasbourg en un cortège, rythmé par les slogans lancés à la sono. Des jeunes nous ont rejoints en cours de route

Cette action a été appréciée par l'ensemble des militants. Ils sont restés mobilisés et ont participé à la suite du mouvement. ★

## ► Toulouse et Muret (31)

Voici les principales actions menées au cours de la dernière période pour faire grandir le rapport de force dans le camp des opposants à la réforme des retraites.

- **Airbus** : 500 personnes, intersyndicale, inter-pro sur les ronds-points d'Airbus ; RTE soutient l'action et coupe l'alimentation des chaînes de montage pour la plus grande satisfaction des ouvriers. Coupures en ville et sur certaines usines de la périphérie.

- **RTE** : il faut saluer au passage les travailleurs. Les de RTE qui sont en grève reconductible depuis plusieurs semaines et qui, après avoir réalisé des opérations « robin des bois » pour rétablir l'énergie aux plus démunis et aux boulangers dans certaines villes, ont conduit des opérations baptisées « sobriété énergétique » en coupant sporadiquement des lieux de production. Cela montre, dans la lutte cette fois, comme nous l'avons analysé dans notre revue Rupture, l'importance stratégique de ce secteur d'activité.

- **Rocade** : Feux de poubelles interrompent la circulation.

- **Muret** : Tous les ronds-points de la zone d'activité ont été neutralisés avec palettes et feux de 6h à 9h30 avec force militants syndicalistes venus tenir les barrages et de gilets jaunes venus en appui. Forte mobilisation des travailleurs de Pierre Fabre. Des travailleurs d'une petite structure des environs viennent avec fenwick apporter des palettes, d'autres apportent café et croissants. Les gendarmes dissuadent les conducteurs plus récalcitrants qui s'emportent et laissent faire... Coups de klaxons des voitures et camions pour approuver les actions.

- **CHU Purpan** : Mobilisations devant le CHU.

- **Diffusions** devant les entreprises petites ou grandes et sur les marchés

- **ALCIS**, sous-traitant Tisséo (transports urbains) : opération blocage pour les salaires et contre la réforme des retraites.

- **SNCF** : AG intersyndicale devant la gare et occupation des voies.

- **Voies navigables de France** : action sur écoulement des canaux.

- **Météo** : action rond-point.

- **SGAMI** : Plus surprenant ! Les employés SGAMI, syndiqués à la CGT,



Un rond-point du Muret bloqué par des feux de palettes

ont appelé à filtrer le dépôt de matériel, carburant, équipements, de la police et des services du ministère de l'intérieur !

- **Éducation nationale** : un énorme cortège ce jeudi 23 mars. Beaucoup de banderoles d'établissements. Dans plusieurs lycées, les enseignants et les élèves, parfois aussi avec des parents, se sont retrouvés pour une AG ou un repas solidaire avant de partir ensemble en manifestation, ce qui a donné lieu à de nombreux échanges sur la réforme des retraites

mais aussi sur la réforme du Bac, Parcoursup, le SNU...

Ces initiatives avant manif ont soudé les collectifs et ont conforté les militants dans leur démarche de blocage, elles ont aussi entraîné les indécis et contribué à faire grandir la manifestation.

Détermination et colère profonde contre le pouvoir incarné par Macron. Chaque fois que cela a été possible et en fonction de leur force, les militants et sympathisants de notre parti y ont pris toute leur part. ★

## Solidarité avec les travailleurs de la centrale nucléaire de St-Laurent-des-Eaux mobilisés contre les 64 ans

Dès le premier appel de l'intersyndicale appelant à la mobilisation contre la réforme des retraites, les travailleurs de l'énergie sont entrés dans l'action à l'image des électriciens de la centrale nucléaire de St-Laurent-des-Eaux dans le Loir-et-Cher (41). Ils ont été de toutes les journées d'actions.

Le 4 mars, l'article 1 du projet de loi portant sur la suppression des régimes spéciaux étant débattu au Sénat, la Cgt Mines et Énergie appelait à la grève avec « prise de contrôle

de l'outil de production ». Dès le 5 mars, du fait de la baisse du réacteur numéro un de la centrale, il manquait 615 MW sur le réseau, le deuxième réacteur étant en arrêt de tranche.

A la suite de l'appel de l'intersyndicale nationale, le lundi 6 mars, les organisations syndicales d'EDF reprenaient le mot d'ordre de « mettre la France à l'arrêt » et déclaraient qu'elles appelaient « tous les salariés à participer massivement aux actions organisées localement et à se pointer en grève sur la journée ».

Le 7 mars à 5h30 du matin, un barrage filtrant est mis en place, sauf pour les activités d'astreinte et de sécurité nucléaire, à raison d'une entrée sur le site toutes les 64 secondes, tout un symbole ! L'objectif était de ralentir les accès au site pour les salariés d'EDF et des sous-traitants qui ne seraient pas en grève afin de désorganiser le travail, les prises de poste ne pouvant plus se faire de façon coordonnée pour les entreprises intervenantes. Le retard pris sur la journée devenait conséquent,

alors que pour d'autres la journée n'avait même pas pu commencer.

Dans la continuité de cette mobilisation et du mouvement de grève, ils ont été nombreux à la manifestation au départ de la préfecture de Blois qui a rassemblé 15 000 personnes, une mobilisation record.

Dans la continuité de cette grande journée, le barrage filtrant sur la centrale a été maintenu le 8 mars pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

Le piquet de grève permanent ●●●



●●● depuis le 7 mars permet aux grévistes, aux militants de discuter avec ceux, minoritaires, pas encore convaincus de rejoindre le mouvement et surtout d'échanger avec l'ensemble des travailleurs des entreprises sous-traitantes de plus en plus nombreux dans tous les secteurs d'activité. Le nombre d'ouvriers de la centrale en grève avoisine les 95 %. Les travailleurs étaient appelés à deux nouvelles journées d'actions et de mobilisations le samedi 11 mars et le mercredi 15 mars.

A cette date, la veille du passage en force du gouvernement à l'Assemblée nationale pour la 8e journée interprofessionnelle, toutes les organisations syndicales d'EDF appelaient à un grand rassemblement régional à la centrale de St-Laurent-des-Eaux avec barrage filtrant mis en place dès 5h du matin. Plus de 300 personnes se sont donné rendez-vous pour soutenir les électriciens en grève. Des cars sont venus des autres centrales, de Chinon (37), de Dampierre-en-Burly (58) ainsi que des syndicalistes de



Mobilisation le 15 mars devant la centrale nucléaire de St-Laurent-des-Eaux

Flamanville (50). A l'appel de l'UD Cgt 41, des militants de la CGT Education, de la Santé, de l'ADMR, de Storengy ou de HPI... étaient présents.

La production d'électricité est passée à 595 MW ; le secrétaire de la fédération CGT des Mines et Énergie a insisté au micro sur la nécessité de

mettre des piquets de grèves en place partout, d'y être nombreux et déterminés. Il a aussi développé sur les différentes formes d'actions : outre la baisse de la production au niveau des centrales, il y a aussi tout ce qui pouvait être fait pour assurer la gratuité de la fourniture d'électricité pour les

bâtiments publics (crèches, hôpitaux, musées, lycées...), la possibilité de faire des coupures ciblées... tout cela entrant dans la construction du rapport de force pour exiger le retrait de la réforme.

Du 16 mars au 28 mars, les électriciens de la centrale étaient toujours présents à l'appel de l'intersyndicale locale pour participer aux différentes manifestations sur Blois, reconnaissables entre tous, car toujours habillés en bleu. Leur syndicat Cgt n'hésitant pas à mettre à la disposition des jeunes camion et sono pour assurer l'animation de leur cortège.

Ces électriciens considèrent leur régime de retraite comme « pionnier », ne devant pas être une cible pour opposer les travailleurs entre eux, mais au contraire un exemple pour montrer qu'il est possible de « tirer vers le haut le régime général ». Quoi qu'il en soit, c'est avec tous les autres travailleurs qu'ils se sont engagés dans la bataille pour dire Non aux 64 ans, et exiger le retrait de la réforme ! ★

## Université Paris-cité (anciennement Paris-Diderot)

# L'opposition à la contre-réforme des retraites s'amplifie

Depuis le début du mouvement, au mois de janvier 2023, un collectif de personnels (administratifs, techniciens, ingénieurs, bibliothécaires, enseignants-chercheurs et chercheurs) et étudiants politisés et/ou syndiqués au sein de l'université impulse le mouvement contre la réforme. On ne compte plus les distributions de tracts, les occupations de bâtiments à l'occasion desquelles des cafés sont offerts aux étudiants et personnels pour « discuter politique », les assemblées générales, que ce soit à l'échelle des unités de formation recherche (UFR) ou de l'université dans son ensemble, les départs collectifs les jours de mobilisation...

Cette mobilisation, en droite ligne de celle de 2019, a permis de souder un noyau militant au sein des personnels et des étudiants de l'Université. Il est important de noter qu'un saut aussi bien quantitatif que qualitatif dans la mobilisation est à constater depuis l'utilisation par le gouvernement de l'article 49.3 pour faire passer sa contre-réforme réactionnaire, et aussi depuis la nette amplification de l'usage de la répression policière. Cette intensification de la lutte est observable au sein des personnels et encore bien plus parmi les étudiants. Chaque assemblée générale de l'Université réunit désormais plusieurs centaines d'étudiants et personnels ; on perçoit également une politisation accrue des interventions lors des prises de paroles au sein des AG, pas seulement venant des éléments pré-

ablement organisés et/ou politisés. Le caractère politique de la mobilisation gagne en compréhension : au-delà du seul problème des retraites, les secteurs mobilisés prennent conscience que nous sommes dans une société où ce sont les travailleurs qui payent les crises (financières, environnementales,...) provoquées par l'oligarchie. Le lien avec les événements récents de Sainte-Soline et l'instrumentalisation de la crise environnementale et climatique à des fins d'accaparement des ressources naturelles par un petit nombre a également été fait. La conscience du fait que le gouvernement n'hésite pas à avoir recours à la violence la plus sauvage pour arriver à ses fins, et la propagande médiatique massive, sans aucune déontologie, sont également perçues.

La nécessité de cortèges organisés en amont du départ et durant les manifestations, afin de pouvoir faire face à la probabilité de plus en plus grande de l'occurrence de charges et de violences policières, apparaît désormais évidente au plus grand nombre, même parmi les jeunes qui ont grandi en baignant dans la défiance des organisations politiques et des syndicats. Le rejet des institutions au service de l'oligarchie est également présent et personne ne songe sérieusement à mettre en pause la mobilisation en attendant la décision du conseil constitutionnel. Les deux dernières manifestations ont ainsi vu des cortèges de l'enseignement supérieur et de la recherche



Manifestation des étudiants et personnels de l'enseignement supérieur du mercredi 29 mars contre la réforme des retraites et le distanciel qui a rassemblé de 1000 à 1500 personnes dans le quartier Latin à Paris.

non seulement très fournis, festifs mais avant tout bien organisés et restant calmes et soudés même dans les moments les plus tendus.

A l'Université Paris-cité, on note également une forte solidarité en faveur des personnels touchés par les retenues sur salaire avec des caisses de grève, gérées localement, très bien financées. La solidarité interprofessionnelle n'est pas en reste puisque personnels et étudiants s'organisent et se relaient pour soutenir les piquets de grève aux alentours de l'Université, notamment ceux des éboueurs et de l'incinérateur d'Ivry, qui sont des symboles importants de

la mobilisation des travailleurs en Ile-de-France.

Les étudiants s'organisent également pour obtenir la banalisation de certaines journées (si besoin en bloquant l'entrée des bâtiments) afin d'organiser des événements festifs et militants pour rallier au mouvement leurs camarades moins impliqués.

Au-delà de la question des retraites, cette mobilisation, sans précédent dans la dernière décennie, marque un début de re-politisation de la jeunesse qui exprime de plus en plus ouvertement son rejet d'une société au service de l'oligarchie au sein des Universités. ★



Bourges

## Visite de Thierry Breton aux usines d'armement

Le 20 mars, Thierry Breton, le commissaire européen au marché intérieur, est venu à Bourges, pôle national de fabrication et d'essai d'armement, pour mettre à marche forcée sur un pied de guerre de forte intensité, les productions des 15 entreprises d'armement dans les 11 Etats membres de l'UE. L'objectif à court terme est tout à la fois de fournir l'Ukraine et de reconstituer les stocks stratégiques des Etats européens et singulièrement ceux de la France. Il est venu avec des appels d'offres pour la mise en œuvre d'un vaste plan de fabrication d'armes sur lequel les ministres européens de la défense, réunis le 8 mars, se sont mis d'accord. Il prévoit deux milliards supplémentaires pour fournir l'Ukraine en artillerie et munitions, pour la guerre d'usure face à la Russie. Ils s'ajoutent aux 8 milliards du fonds dit de « Facilité Européenne de Paix », créé en plus du budget de l'Europe consacré à la défense ; le tout à la charge des contribuables des Etats membres. Le plan en trois volets vise à inciter les Etats membres à donner une partie de leur stock à l'Ukraine et à s'assurer que les industriels soient en capacité de répondre à la demande et à accorder des aides pour optimiser la production et réali-

ser des embauches nécessaires et les former.

Ce plan est conditionné à la capacité de production des industriels, d'où cette première visite sur les 3 sites d'armement à Bourges. Elle a commencé par la visite de MBDA, le leader européen du missile, dont les carnets de commande à l'export et les profits explosent et qui se dit « non concerné » par l'aide à l'Ukraine ! On peut s'interroger sur la portée de cette déclaration étant donné que MBDA participe au système de missile sol-air moyenne portée, « Mamba », développé avec l'Italie, qu'il était question d'envoyer en Ukraine. Ensuite, T. Breton est allé sur les 2 sites de la holding franco-allemande Krauss-Maffei Wegman - Nexter Defense System avec son site canonier historique Nexter Systems Bourges (700 emplois) et son site pyrotechnique Nexter Munitions à La Chapelle-Saint-Ursin (bassin d'emploi de Bourges) qui fabrique l'obus de 155 mm du canon Caesar (395 emplois).

Comme il l'a répété sur un ton martial : « *il faut produire plus et plus vite, je veux aller très vite sur nos capacités européennes, dépasser les prévisions, éliminer les goulets d'étranglement, en particulier dans*

*les chaînes d'approvisionnement* ». Cette mise en demeure d'augmentation des cadences sur les sites Nexter est mal reçue par les 1 200 salariés de Bourges, en particulier sur le site très sensible de Nexter Munitions où les 395 ouvriers de production sont sous le choc de l'explosion d'un obus qui, le 10 mars, a tué et blessé grièvement deux de leurs camarades. Une enquête pour homicide involontaire dans le cadre du travail est ouverte. L'annonce par la direction d'une augmentation de la production d'obus de 1000 à 2000 pièces par mois dès la fin mars, en généralisant les 3x8 dans une sécurité moindre, apparaît insupportable du fait de l'aggravation brutale des conditions de travail à risque. Un accident mortel en 2019 et un incendie de produits chimiques en 2021 ont failli provoquer une explosion de cette poudrière qui a été éloignée de Bourges.

Sur le site historique de Nexter Systems, à Bourges, qui compte 700 salariés, c'est la mise en demeure de monter en cadence, avec des équipes en 2x8 et 3x8 pour les 100 ouvriers à la production du canon Caesar de 155 mm et le montage sur véhicule qui est fabriqué à Roanne. Il s'agit de passer de 2 à 4 canons par mois, pour arriver à 6 par mois

en 2023 et 8 par mois en 2024. Ce plan européen se heurte à une pénurie des matières premières et de main-d'œuvre qualifiée dans les métiers de la métallurgie et de la pyrotechnie. Cette pénurie est la conséquence des restructurations qui se sont succédé durant les années de commandes en baisse, ce qui a entraîné l'exclusion des diplômés et des qualifications dans le dispositif conventionnel en 2024. T. Breton a d'ailleurs avoué que la question centrale était celle « des ressources humaines », en insistant sur l'objectif : « *il faut que davantage de jeunes veuillent travailler dans ce secteur de l'armement* ». D'où le projet de création d'une réserve de 2000 ouvriers de statut DGA (Direction Générale de l'Armement) pour permettre à des retraités de revenir dans l'entreprise pour former les jeunes. Une perspective qui a du mal à séduire les ouvriers de l'armement qui participent aux manifestations contre les 2 ans de plus pour accéder à la retraite, manifestations où se retrouvent en nombre les « jeunes retraités » de Nexter, les 400 ouvriers de MBDA et les lycéens des Lycées professionnels. ★

## SNU : un pas vers son abandon ?

Encore rappelé par Macron lors de ses vœux en décembre 2022, le Service national universel (SNU) devait passer au stade obligatoire courant 2024. Il parlait d'annonces imminentes pour son déploiement et la secrétaire d'Etat en charge du SNU depuis le lancement en 2019, tout comme ses deux ministres de tutelle - celui de l'Education nationale et celui des Armées - continuaient à parler d'une présentation en conseil des ministres début avril, dans le cadre de la future loi de programmation militaire (LPM). La première mouture de ce texte, qui a circulé en janvier, y faisait explicitement référence, reprenant les réflexions de la Revue nationale stratégique (1). Mais la situation sociale, autour de la mobilisation contre la réforme des retraites a, dans un premier temps, poussé l'exécutif à repousser de semaine en semaine l'annonce de la « généralisation », tout en nommant, début janvier, l'ancienne préfète de l'Oise au poste de « déléguée générale du SNU ». Dans l'article consacré à cette nomination, il était bien précisé : « *Le SNU est l'un des chantiers les plus symboliques d'Emmanuel Macron. Son but : souder les futures générations autour d'un*

*rendez-vous républicain annuel* ».

Les « rendez-vous » avec la jeunesse ont pris une forme très différente de celle prévue par les partisans du SNU et de sa généralisation rapide : ce sont les policiers, les « corps en uniformes » que les jeunes ont vus à l'œuvre dans les manifestations contre la réforme des retraites. De plus en plus de pancartes d'enseignants, de banderoles de lycéens, disant « non au SNU » sont apparues. Macron et son gouvernement ont compris que décider dans ce contexte une généralisation du SNU aux 800 000 jeunes de 15 à 17 ans ne pouvait qu'alimenter la colère et la mobilisation des jeunes qui dénoncent la répression policière, avec les matraquages, gazages, arrestations et blessés par dizaines. C'est pourquoi, il devenait urgent de reporter cette annonce. Les mentions au SNU auraient été gommées du projet de LPM.

On peut dire que c'est la mobilisation de la jeunesse qui a obligé le gouvernement à ce recul. Et que le travail d'information réalisé par les organisations membres du collectif « Non au SNU », les prises de position de syndicats et d'associations qui ont critiqué le SNU tel qu'il est prévu...

ont permis de mettre cette question dans le débat public.

### Continuer à se battre pour son retrait

Mais le site officiel du SNU continue à proposer les sessions en mars, avril, juin... basées sur le volontariat. Pour essayer de ne pas perdre la face, la secrétaire d'Etat El Haïri maintient la tournée de promotion du SNU prévue sous forme de stands dans 20 villes. Elle a commencé, le 1er avril, par l'interdiction faite au collectif « Non au SNU » de diffuser des tracts sur la place de Clermont-Ferrand, lieu où était planté le barnum pro-SNU. Il faut donc poursuivre le travail d'information, notamment en direction des jeunes, plus réceptifs aujourd'hui. Il faut donner les arguments aux enseignants et aux parents, en mettant en avant le caractère d'encadrement idéologique des jeunes par les « hommes en uniforme ».

### Quelques éléments sur le SNU

Le gouvernement avait prévu 50 000 volontaires, cette année ils ont été 32 000.

Une classe d'âge, ce sont 800 000 jeunes qui seraient concernés par le SNU rendu obligatoire.

Leur « encadrement » représenterait 100 000 personnes. Actuellement, un tiers des encadrants sont des militaires, un tiers des personnels de l'éducation nationale et un tiers des personnels des organismes d'éducation populaire.

L'objectif des autorités serait d'aller vers une généralisation du « séjour de cohésion » de 15 jours, pris sur le temps scolaire, ce qui pose notamment les questions des capacités d'hébergement, d'encadrement et celles du rattrapage des cours. Il n'est pas exclu qu'il y ait un abandon de l'obligation d'une mission d'intérêt général, aujourd'hui partie prenante du « parcours SNU ».

A l'état actuel, il faudrait un changement introduit dans la constitution pour permettre l'obligation de participation d'adolescents. ★

(1) Voir notre article « 100 milliards pour les armements et le recrutement », La Forge de décembre 2022, qui explique que la question de la généralisation du SNU est développée dans la Revue nationale stratégique.

# Vague de grèves en Europe

En octobre 2022, les partis et organisations d'Europe, membres de la CIPOML, faisaient la déclaration suivante :

## « Soutien aux grèves des travailleurs pour les augmentations de salaires »

Une vague de grèves se développe dans plusieurs pays d'Europe. Elles ont en commun l'exigence de l'augmentation des salaires. Au Royaume-Uni, en Belgique, en Italie, en Turquie, en France, des centaines de grèves touchent tout type d'entreprises. Ces grèves, leur revendication et leur caractère de classe inspirent les travailleurs, les syndicalistes, les masses populaires des pays européens.

Les travailleurs refusent la baisse de leurs salaires du fait des taux élevés d'inflation, notamment la hausse faramineuse des prix de la nourriture, de l'énergie, du logement, des transports... Les grévistes, hommes et femmes, luttent pour de réelles hausses des salaires qui couvrent au minimum l'inflation. Les grèves pour les hausses de salaires sont aujourd'hui au cœur de la lutte de classe, la lutte entre le Travail et le Capital.

Les profits élevés, notamment ceux des monopoles de l'énergie, des transports, de l'alimentation, de

l'armement, des banques, sont très largement dénoncés ; ils montrent la nature du système capitaliste impérialiste qui signifie surexploitation, paupérisation des masses et guerre. En luttant pour des augmentations de salaires, les travailleurs ne défendent pas seulement leurs droits vitaux, mais défendent aussi les intérêts des masses populaires.

Ces grèves expriment aussi le refus de larges secteurs de travailleurs de payer les conséquences de la guerre impérialiste en Ukraine.

Nous soutenons ces grèves et appelons à leur extension dans tous les secteurs, dans tous les pays.

Nous soutenons le combat actuel des travailleurs en France, qui seront en grève générale le 18 octobre, pour l'augmentation des salaires de tous les travailleurs.

Nous appelons à développer, au niveau national et international, la solidarité avec les mouvements actuels de grève et tous ceux qui vont inévitablement se développer. »

## Le développement de la lutte de classe en Europe

La fin de l'année 2022 a été marquée par une succession de vagues de

grèves, dont les plus importantes ont touché le Royaume-Uni. Plusieurs gouvernements de l'UE ont annoncé des « plans de soutien » aux ménages et aux entreprises – mises sur le même plan – pour atténuer les conséquences de la hausse des prix, notamment ceux de l'énergie. On a assisté à une explosion du prix de l'électricité, justifiée par les gouvernements et les monopoles de l'énergie par la guerre en Ukraine, passant sous silence la hausse faramineuse de leurs profits.

Les premiers mois de 2023 ont vu l'augmentation générale des prix des produits de consommation, faisant grimper l'inflation au-dessus de 10 %. Les vagues de grèves pour l'augmentation des salaires ont repris : au **Royaume-Uni** (en février, avec notamment le puissant mouvement de grève des personnels de la santé, et le 15 mars) ; en **Allemagne** (voir l'article sur les méga-grèves) ; au **Portugal**, dirigé par un gouvernement socialiste (fin février et en mars), les enseignants pour les salaires et contre la précarité des milliers de contractuels, les cheminots, et le 25 février, une grande manifestation pour les salaires, contre les prix des loyers qui explosent ; en **Italie**, en **Belgique** où la FGTB a lancé un préavis de grève jusqu'au 31 mars,

pour couvrir les multiples mouvements sur les salaires, avec une grève le 10 mars, pour des embauches dans la fonction publique, et des mobilisations dans la grande distribution ; en **Espagne** : 1 million le 15 février, en défense de la santé publique ; et en France, avec une série de grèves en automne pour les augmentations de salaires (TotalEnergies, Sanofi,...) et, depuis janvier, le mouvement contre la réforme des retraites. En **Grèce**, l'accident ferroviaire de Tempe, du 28 février, qui a fait 57 morts, a provoqué une vague de colère et de manifestations qui accusent le gouvernement de crime et d'être responsable de la détérioration de la sécurité. La contestation s'est élargie à toute la politique d'austérité menée par le gouvernement de droite. Des manifestations se sont succédé dans les villes de Grèce, comme le 8 mars et le 12 (« privatisations, pauvreté, morts, voilà la politique de Mitsotakis »). Dans plusieurs pays, les milieux patronaux réclament à la fois des mesures pour limiter le droit de grève (Royaume-Uni, Allemagne...) et beaucoup de dirigeants de grands groupes disent qu'il faudrait « lâcher un peu », pour éviter « l'embrassement ». ★

## Allemagne

# Méga grève pour les salaires

« Le 22 mars, dans de nombreuses villes d'Allemagne, des grèves d'avertissement ont eu lieu dans le secteur public. L'exaspération devant les propositions à minima des patrons est forte. C'est ce qui explique l'ampleur de la mobilisation. » Les camarades d'Allemagne (1) prennent l'exemple de ce qui se passe à Stuttgart, une des « capitales » de l'industrie automobile. « Les transports publics, les jardins d'enfants (les Kitas), le service de ramassage des ordures et de nettoyage public, les administrations, les auberges de jeunesse et bien d'autres services étaient paralysés. La détermination à faire grève était forte. Le syndicat Verdi estime à 7000 le nombre de manifestants. Le sentiment général : il nous faut au moins 500 euros et 10,5 % pour 12 mois. La ministre de l'intérieur, du SPD estime cette revendication « pas pertinente ». Les responsables des services publics ont proposé 5 % d'augmentation sur 27 mois, très loin de l'inflation. »

Des travailleurs du public, les catégories les plus basses, ont témoigné, au micro, qu'ils n'y arrivaient plus : « Nous ne pouvons plus payer les loyers toujours plus élevés, ni les prix

en hausse constante des produits. On n'y arrivera pas avec une retraite programmée à 70 ans, qui nous obligerait à travailler jusqu'à l'épuisement ». Des propos qui entrent en résonance avec ce qu'expriment les manifestants en France. « Il y avait beaucoup de jeunes dans cette mobilisation, dont pour beaucoup, c'était la première grève et manifestation. Très dynamiques, avec des pancartes percutantes. »

Il y a eu beaucoup de colère quand les manifestants ont appris que 7 conseillers municipaux de la coalition qui dirige la ville (CDU, SPD, Grünen) se sont vu octroyer une augmentation mensuelle de 450 euros « alors qu'il n'y a pas d'argent » pour les employés.

Le responsable du syndicat Verdi du Land de Bade-Wurtemberg a déclaré : « Sans grève, rien ne changera ». On ne peut que lui donner raison et lui dire de s'engager à fond pour cela « pour éviter ce qui s'est passé à la Poste, où les travailleurs ont massivement participé à la grève d'avertissement, mais auxquels il a été proposé de voter un accord bien en dessous du niveau de l'inflation ».

Les camarades font un travail de soli-

darité avec les grévistes, en direction des masses populaires. Dans les tracts qu'ils diffusent, ils abordent aussi la question des choix en matière de budget : « le gouvernement a décidé de consacrer 100 milliards, puis 70 milliards annuel supplémentaires à l'armée et à l'armement. Le nouveau ministre de la guerre, Pistorius, demande encore 200 milliards de plus ! Parallèlement, l'Etat tire un trait sur l'impôt sur la fortune des riches : pas question d'instaurer un impôt sur la fortune. »

Ils dénoncent également les appels des patrons et de politiciens à réduire encore davantage le droit de grève.

Le 27 mars, les transports ferroviaires étaient à l'arrêt pendant 24 heures. Les liaisons internationales et régionales étaient fortement touchées. Cette grève a été lancée par le grand syndicat des employés (Verdi) et celui des chemins de fer (EVG).

Au cœur de ces mouvements, les plus importants depuis 1992, il y a la question des salaires. Une première « alerte » avait été donnée cet hiver par le syndicat des métallurgistes (IG Metall), qui a rapidement négocié des augmentations autour de 5 %. Mais l'inflation n'a cessé de croître,

et le « plan » de 200 milliards du gouvernement, fin septembre, pour les ménages et les entreprises (en réponse à la flambée des prix de l'énergie) a très vite montré ses limites. Les revendications pour l'augmentation des salaires a repris au printemps : le 8 mars, dans les crèches et les maternelles, le 11 mars, à la Poste, où les dirigeants de cette entreprise privée ont proposé des augmentations pour les bas salaires, pour éviter la grève générale. Les 14 et 15 mars, ce sont les travailleurs des hôpitaux et des maisons de retraite qui se sont mis en grève.

Le parallèle avec la situation en France est fait, y compris par les médias conservateurs, comme le journal FAZ qui dit : « Ce qui pousse les gens à manifester aujourd'hui est du même ressort dans nos deux pays. ». Ce sont aussi les travailleurs qui font la comparaison et on entend très souvent la réflexion « il faut qu'on fasse comme les travailleurs en France ». Nous disons, en retour, qu'il est aussi important de faire connaître et de se solidariser avec les travailleurs en Allemagne ! ★



Israël

## Le gouvernement Netanyahu face à une crise politique majeure

Le gouvernement Netanyahu fait face depuis sa formation au début de l'année à un mouvement d'opposition croissant qui plonge aujourd'hui le pays dans une crise politique d'une profondeur historique. L'opposition peinait à exister depuis plus de dix ans face à un Netanyahu jouant les alliances toujours plus à droite, jusqu'à son dernier cabinet fascisant ; ce qui a fédéré un mouvement de contestation populaire massif c'est la réforme judiciaire qu'il comptait faire voter à la Knesset grâce à sa coalition. Cette réforme, qui prévoit en particulier de placer le gouvernement hors de toute juridiction, y compris celle de la cour suprême, a mis le feu aux poudres. D'abord limité à quelques milliers de manifestants hebdomadaires sous les fenêtres du premier ministre, le mouvement a changé de proportions le mois dernier avec la présentation de la loi au parlement. Les manifestations hebdomadaires de quelques milliers de personnes dans la capitale se sont étendues à plusieurs grandes villes et de nombreux villages, s'accompagnant de blocages de routes. A Tel Aviv, après le pogrom d'Huwara, la manifestation a rassemblé plu-

sieurs dizaines de milliers de participants mettant en cause aussi l'armée comme instrument de répression d'un Etat autoritaire. Au même moment, de nombreux secteurs de la société israélienne exprimaient leur opposition en dénonçant cette loi transformant le pays en dictature de fait : les pétitions se sont multipliées dans le monde universitaire et de la tech, vitrines internationales d'Israël. Le secteur financier a aussi exprimé son opposition et les appels aux désinvestissements étrangers ont provoqué une chute importante du cours du shekel. Des milliers de soldats, en particulier des unités d'élite, du renseignement et de l'armée de l'air, ont refusé de servir ce qui a déstabilisé l'armée et poussé l'establishment sécuritaire israélien à soutenir de facto les protestations. Des personnalités politiques importants ont aussi réclamé le retrait de la loi jusqu'au président Herzog ou au ministre de la défense Y. Gallant, ce dernier démis le jour suivant.

En parallèle, les soutiens de Netanyahu à l'étranger se sont affaiblis, même dans des pays où les lobbies sionistes sont puissants. Ce changement est dû aussi en bonne partie

à l'intensification de la colonisation et des crimes envers les Palestiniens qui ne peuvent plus se cacher sous des prétextes de préventions d'actes terroristes aux yeux de l'opinion publique. Soutien historique du pays qui constitue sa tête de pont dans la région, les USA ont réclamé le retrait de la loi et Joe Biden a déclaré Netanyahu persona non grata à la Maison Blanche. En Allemagne, où la menace de qualification d'antisémitisme rend toute critique d'Israël polémique, une manifestation inédite d'un gros millier de personnes, dont de nombreux membres de la communauté israélienne et juive, s'est rassemblée à Berlin, le 16 mars, pour protester contre la visite de Netanyahu.

Le point culminant du mouvement contre la réforme de la justice a eu lieu lundi 27 mars, lendemain du limogeage de Gallant, quand la Histadout, le principal syndicat du pays, a appelé à bloquer le pays par la grève générale. Routes, ports et jusqu'au seul aéroport international du pays ont été bloqués, les commerces ont fermé ainsi que toutes les universités. En fin de journée, une centaine de milliers de manifestants

ont bloqué le périphérique de la capitale pendant six heures en installant des barricades et la foule a débordé la police à Jérusalem.

Ce puissant mouvement populaire a forcé Netanyahu à annoncer le gel, mais pas le retrait, de sa réforme judiciaire pour s'acheter un répit. Cependant, la crise demeure et les appels à manifester pour son retrait sont maintenus. Les revendications du mouvement sont plus larges que le retrait de la loi et si de larges secteurs sionistes ont rejoint la contestation tout en tentant de minimiser l'évocation de la question palestinienne, de la foule ont émergé des slogans exigeant l'égalité et réclamant la fin du système politique actuel. Lâché par une partie des membres du Likoud et coincé par ses alliances avec les partis d'extrême droite, arc-boutés sur l'adoption de la réforme judiciaire, Netanyahu arrive au bout des possibilités du système politique israélien et la crise ne pourra se résoudre par une nouvelle alliance. Mais quelles que soient les manœuvres politiques de Netanyahu, ce que réclame la population d'Israël en prenant la rue aujourd'hui est un système politique plus démocratique et égalitaire. ★

## La guerre en Ukraine s'intègre de plus en plus dans les tensions entre les USA et la Chine

En attendant une offensive et une contre-offensive des armées russes et ukrainiennes, annoncées comme imminentes, les armes provenant des Etats membres de l'Otan continuent à affluer en Ukraine. Poutine déploie des missiles nucléaires « tactiques » en Biélorussie, faisant valoir le fait que plusieurs Etats membres de l'Otan ont, sur leur sol, des bases et des dépôts d'armes US contenant des bombes nucléaires : Italie, Allemagne, Hollande, Belgique et Turquie et que des puissances dotées de l'arme nucléaire (France, Royaume-Uni) participent aux exercices militaires de l'Otan près des frontières de la Russie. L'UE prévoit de fournir à l'Ukraine un million d'obus et de missiles d'ici la fin de l'année en puisant dans les stocks des armées des Etats membres et en effectuant des « commandes et des achats groupés » auprès des marchands de canons, sur le modèle des achats groupés de vaccins lors de l'épidémie. Londres, en pointe dans le soutien militaire à l'Ukraine, a annoncé l'envoi de chars et d'obus perforants qui contiennent de l'uranium appauvri : « Ces munitions sont très efficaces pour vaincre les chars et les véhicules blindés modernes » a cru

bon de préciser le ministre de la guerre britannique.

La boucherie peut donc continuer et les marchands de canons et autres profiteurs de guerre continuer à engranger des commandes et des profits. Les discours officiels de va-t-en-guerre ne changent pas : aucune négociation n'est possible sans le retrait de la Russie de tout le territoire de l'Ukraine ; la Russie doit perdre cette guerre ; l'enjeu de cette guerre est l'avenir de l'Europe et de ses valeurs démocratiques...

U. van den Leyen, actuelle présidente de la commission européenne, est en pointe dans ce domaine, toujours « en phase » avec les dirigeants étasuniens. Elle insiste sur le fait que dans les relations Otan-UE, c'est l'Otan qui prime. Tout cela alimente les rumeurs de sa candidature au poste de secrétaire générale de l'Otan, quand Stoltenberg quittera ses fonctions.

Plus fondamentalement, c'est le rôle de l'Otan dans cette guerre qu'il faut dénoncer, car elle impulse et coordonne l'engagement des Etats d'Europe dans cette guerre, sous la direction de l'impérialisme US. En envahissant l'Ukraine, Poutine a donné un prétexte à la relance de cette alliance militaire.

### La visite de Xi Jinping à Moscou

Trois événements ont mis en lumière l'imbrication de la guerre impérialiste en Ukraine dans la confrontation croissante entre l'impérialisme US et l'impérialisme chinois.

Début mars, la diplomatie chinoise a marqué un point en parrainant la réunion réunissant à Pékin les dirigeants saoudiens et iraniens, qui ont officialisé leurs discussions en vue du rétablissement de leurs relations diplomatiques. Cela montre notamment le poids économique et diplomatique de la Chine vis-à-vis de ces deux gouvernements et le renforcement de son influence au Moyen-Orient et souligne l'isolement relatif des USA. Ce succès repose sur sa politique de « non-ingérence dans les affaires internes », qui arrange évidemment ces régimes réactionnaires.

Biden a réuni, de son côté, les dirigeants du Royaume-Uni et de l'Australie, pour annoncer un renforcement des liens économiques, politiques et militaires, dans le cadre de l'AUKUS. Ventes de sous-marins à propulsion nucléaire à l'Australie, coopération industrielle pour développer en commun une nouvelle génération de sous-marins

d'attaque... Les projets sont multiples, sur des dizaines d'années et ont comme cible le renforcement de la présence militaire des USA et de leurs alliés dans l'Indo Pacifique, contre la Chine.

Le troisième événement est la venue de Xi Jinping à Moscou. Les messages politiques de cette visite, fortement médiatisée, étaient à plusieurs niveaux :

Réaffirmer le soutien politique et économique de l'impérialisme chinois à l'impérialisme russe en difficulté. C'est la Chine qui est la puissance dominante dans cette alliance, et Poutine l'a reconnu.

Envoyer aux Etats « du Sud », qui ont des divergences avec l'impérialisme US et les puissances occidentales en général, un message de force et d'ouverture : « ensemble, nous pouvons contester l'hégémonie occidentale », en dehors de « toute polémique idéologique », sans vouloir leur imposer le modèle chinois. Xi Jinping soutient Poutine, mais il ne sacrifiera pas les intérêts de l'impérialisme chinois qui veut éviter d'être la cible des sanctions des puissances occidentales, notamment celles des USA, en livrant ouvertement des armements à la Russie. ★





# Solidarité avec les travailleurs et travailleuses de France

Depuis janvier, une puissante mobilisation, faite de grèves et de manifestations met des millions d'ouvriers et d'ouvrières, de travailleurs et travailleuses, de jeunes, de retraités dans les rues des villes de France. Au cœur de ce profond mouvement, il y a le refus d'une nouvelle contre-réforme du régime des retraites qui veut faire travailler deux années de plus. « 64 ans, c'est Non ! », proclament depuis des semaines les manifestants dans les grandes villes mais aussi dans les villes moyennes de toutes les régions du pays.

Depuis le 19 janvier, huit manifestations, les plus importantes depuis 1995, ont été appelées par une intersyndicale qui regroupe toutes les confédérations. Cette unité qui est, elle aussi, une première depuis de très nombreuses années, est basée sur le refus du report de l'âge légal du départ à la retraite à 64 ans, et le refus de l'augmentation des années de cotisations que cela entraîne. Cette position n'a pas changé depuis le début du mouvement. Cette fermeté des directions des confédérations vient avant tout de la puissance du mouvement et de la pression des travailleurs et travailleuses, des manifestants, des grévistes, eux-mêmes qui ne veulent pas « travailler jusqu'au tombeau ».

Dans un pays où le taux de syndicalisation est faible, cette unité entre centrales syndicales a permis l'élargissement de la mobilisation de la classe ouvrière, qui en est la colonne vertébrale et qui a entraîné avec elle les masses populaires. Une fois encore, la classe ouvrière fait la démonstration de son rôle essentiel dans la société, car quand elle se mobilise, fait grève, le système se grippe. C'est aussi elle qui subit la surexploitation qu'entraîne cette réforme et c'est elle qui, par sa mobilisation, s'en prend directement aux profits des capitalistes.

## « La réforme de trop »

Cette mobilisation fait suite à une vague de grèves engagées dès la fin 2022 pour l'augmentation des salaires. Elles se poursuivent encore, car l'augmentation des prix rogne de plus en plus les salaires réels et le niveau de vie des larges masses. Dans ces mouvements de grèves, qui ont touché aussi bien les monopoles (TotalEnergie, Sanofi...) que les entreprises moyennes, les sous-traitants des monopoles, les travailleurs ont organisé sur le terrain, le blocage de la production, avec des piquets de grève et le soutien de la solidarité

ouvrière et populaire.

Macron et son gouvernement ont multiplié les attaques contre les chômeurs, les sans-logis, les jeunes toujours plus précarisés, les femmes qui sont nombreuses dans la santé, l'éducation, le social, l'aide à la personne... secteurs fortement impactés par la politique de liquidation des services publics et de baisses des budgets sociaux. Dans tous ces secteurs, les résistances se sont développées et la grande mobilisation contre la réforme de la retraite est venue cristalliser ces colères, ces résistances.

## Le « 49.3 »

Ce 16 mars, la Première ministre a utilisé le 49.3 pour faire passer en force la réforme.

Avec ce coup de force « légal », Macron se montre pour ce qu'il est : un président de combat au service des patrons, des riches et des marchands de canons. Un président au service du système capitaliste, qui utilise tous les mécanismes des institutions de la démocratie parlementaire bourgeoise pour imposer le diktat de l'oligarchie et de ses monopoles.

Car cette réforme est taillée pour les grands actionnaires, les monopoles qui veulent capter les milliards pris sur les retraités, comme les milliards pris sur les chômeurs et ceux extraits de la surexploitation des travailleurs, les milliards destinés à la fabrication d'armes, la militarisation de la société et à l'envoi d'armes pour la guerre impérialiste en Ukraine.

La riposte à ce coup de force a été immédiate : des manifestations spontanées, des grèves reconduites dans plusieurs secteurs (énergie, transports, traitement des déchets...) et un nouvel appel à la grève et la manifestation, le 23 mars.

## Le développement de la lutte de classe est général en Europe et il est particulièrement fort en France

Partout en Europe, des milliers de travailleurs se mobilisent contre les budgets sociaux en baisse, les mesures anti populaires prises par les gouvernements, pour des augmentations de salaires, rognés par l'inflation et la hausse ses prix de l'énergie, aggravés par les conséquences de la guerre en Ukraine.

La classe ouvrière d'Europe lutte contre les mesures néolibérales qui



En Italie, à Milan, Naples, Florence, Turin et Bologne, des manifestations de solidarité avec le mouvement des travailleurs contre la réforme des retraites en France ont eu lieu le 23 mars. Les camarades de la Plate-forme Communiste du Proletariat d'Italie y ont diffusé la déclaration commune des partis d'Europe.

visent à faire payer la crise économique et l'impact de la guerre en Ukraine aux travailleurs.

Nous, les partis et organisations d'Europe, membres de la Conférence internationale des partis et organisations marxistes-léninistes, apportons notre soutien et notre solidarité à la classe ouvrière, aux travailleurs, à la jeunesse, aux masses populaires qui se mobilisent par millions en France. Leur combat provoque une grosse inquiétude aux bourgeoisies et suscite de grands espoirs chez les travailleurs et la jeunesse en Europe.

Nous saluons leur courage et leur détermination à faire reculer Macron et son gouvernement au service « du patronat, des riches, des actionnaires et des marchands de canons », comme le dénonce notre parti frère, le Parti communiste des Ouvriers de France. Le PCOF travaille à renforcer le mouvement ouvrier et populaire et à faire grandir la conscience de la nécessité d'en finir avec le système capitaliste impérialiste.

Nous, partis et organisations M-L, travaillons à développer le combat de classe dans chacun de nos pays et au niveau international, dans l'esprit internationaliste et révolutionnaire porté par notre slogan « Proletaires de tous les pays unissez-vous ! ». ★  
19 mars 2023

**Les partis et organisations d'Europe, membres de la Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxiste Léninistes – CIPOML**

Organisation pour la construction d'un Parti Communiste des Travailleurs d'Allemagne- (Arbeit Zukunft) ;

Parti Communiste des Ouvriers du Danemark – APK

Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) – PCE(m-l)

Parti Communiste des Ouvriers de France – PCOF

Plateforme Communiste pour le Parti Communiste du Proletariat d'Italie

Parti du travail (EMEP) Turquie

Mouvement pour la reconstruction du Parti Communiste de Grèce, 1918-1955 – Anasintaxi

Organisation marxiste-léniniste Revolusjon de Norvège

La plate-forme communiste de Norvège – KPML



Revue Rupture N°2

Les transformations en cours dans l'appareil de production capitaliste

Prix : 5 € (+ port 4 €)

A commander à Sté En Avant  
15 cité Popincourt 75011 Paris ou  
sur notre site [www.pcof.net](http://www.pcof.net)